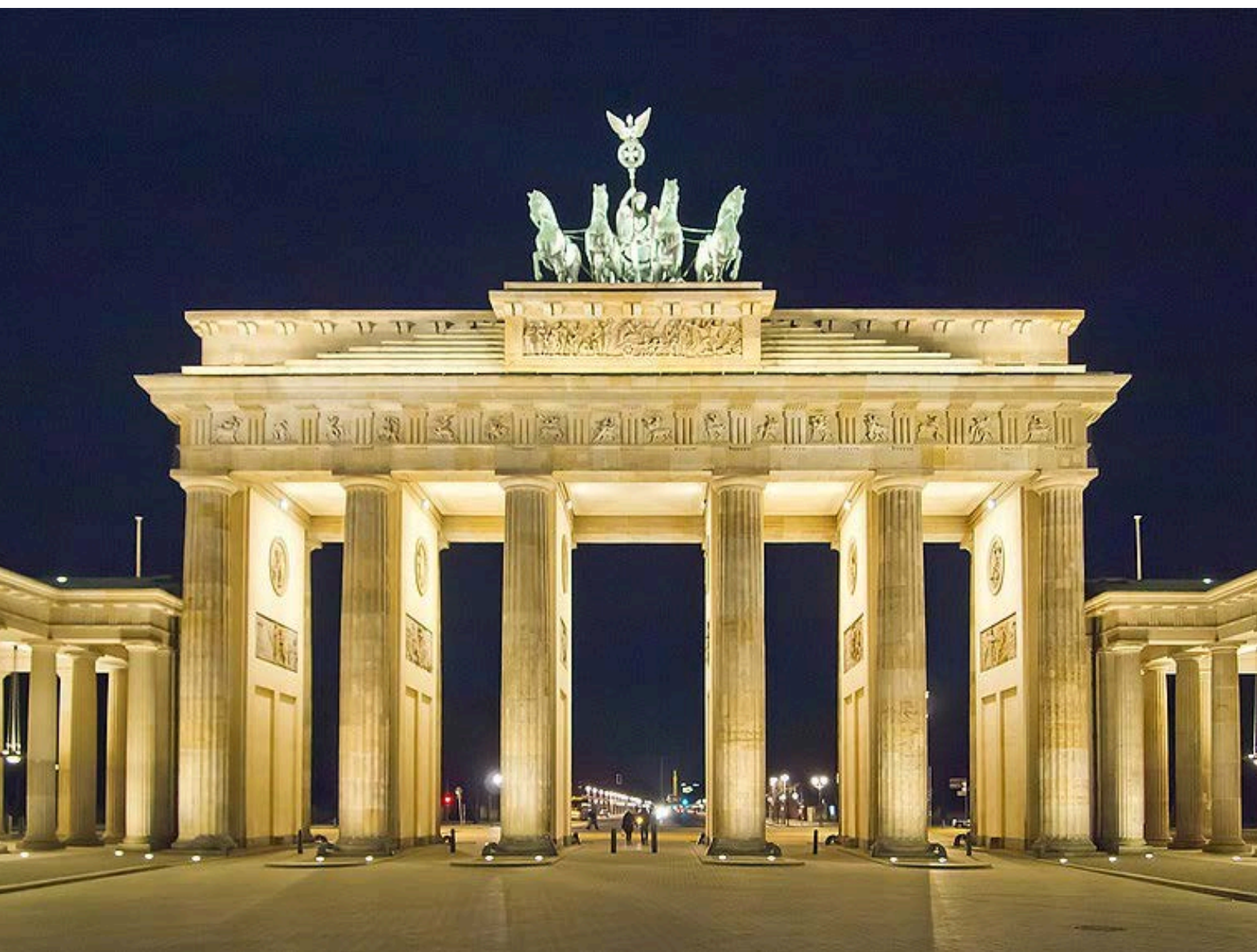




LA MONTÉE DES PARTIS EXTRÊMES EN ALLEMAGNE

Par Pierre Clairé, Directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

La réunification de l'Allemagne en 1990 a marqué un tournant historique, symbolisant la fin de la guerre froide et la réunification d'un pays autrefois divisé. De l'Homme malade de l'Europe à la fin des années 1990, l'Allemagne s'est certes redressée, mais les tensions au sein de la société allemande sur les plans économiques, migratoires, sécuritaires et culturelles ont créé les conditions de la montée des partis extrêmes de droite et de gauche pour un pays qui avait érigé la modération en système politique après l'histoire tragique du XXème siècle.

Trois décennies après cet événement, **l'Allemagne se trouve confrontée à une montée inquiétante des extrémismes politiques**, notamment à travers la popularité croissante de partis tels que l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW). Comment comprendre cette poussée des partis extrêmes ?

Ce rapport analyse les causes profondes de cette montée de l'extrémisme, en se concentrant sur les effets économiques de la réunification, les tensions liées à l'immigration, et la désillusion des électeurs face aux partis traditionnels. En explorant ces dynamiques, **nous visons à comprendre comment l'Allemagne, moteur économique de l'Europe, peut aujourd'hui se trouver à un carrefour politique incertain.**

AVANT-PROPOS	2
<i>La réunification : Pierre d'achoppement</i>	<i>4</i>
Un évènement historique	4
Qui a fait de l'Allemagne le moteur de l'Europe	8
Bilan : Mais qui est remis en cause ?	12
<i>L'extrémisme en Allemagne</i>	<i>17</i>
Depuis la fin de la seconde guerre mondiale : Les efforts de l'Allemagne après-guerre pour prévenir la résurgence des idéologies extrêmes.....	17
La persistance des partis extrémistes en Allemagne : Une présence dans l'ombre de 1945 au début des années 2000	24
L'AfD et le BSW.....	28
Alternative pour l'Allemagne (AfD)	28
Alliance Sahra Wagenknecht (BSW).....	32
<i>Raisons de la montée des Extrêmes.....</i>	<i>37</i>
Économie et conséquences de la réunification	37
Immigration, perte d'identité et insécurité	44
Déception envers les politiques traditionnels	49
Union Européenne et Euroscepticisme	52
<i>Élections récentes et perspectives</i>	<i>58</i>
Les élections européennes : Premier avertissement.....	58
Élections régionales de septembre 2024: L'épreuve du feu	60
CONCLUSION	63

LA REUNIFICATION : PIERRE D'ACHOPPEMENT

UN EVENEMENT HISTORIQUE

Après la Seconde Guerre mondiale, en 1945, l'Allemagne a été divisée en quatre zones d'occupation contrôlées par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, et l'Union soviétique. Cette partition, qui avait pour but initial de neutraliser la menace allemande, s'est rapidement concrétisée en deux États distincts en 1949 : la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'Ouest, et la République démocratique allemande (RDA) à l'Est. Le Mur de Berlin, érigé en 1961, est devenu l'emblème tangible de cette division, séparant non seulement physiquement Berlin, mais aussi symboliquement l'Europe, dans une dichotomie idéologique et politique.

Pendant des décennies, la perspective d'une réunification semblait improbable, en grande partie à cause de la guerre froide qui accentuait cette division. Toute discussion autour de l'unité allemande était inévitablement liée au conflit Est-Ouest, suscitant des craintes parmi les puissances occidentales, en particulier la France et le Royaume-Uni, qui redoutaient la renaissance d'une Allemagne unie et puissante. Toutefois, pour les Allemands de l'Ouest, l'unification est restée un objectif politique majeur, malgré les obstacles géopolitiques.

Les Préliminaires de la Réunification : Des Vents de Changement

La route vers la réunification a commencé à s'éclaircir dans les années 1980, lorsque Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général de l'Union soviétique, a introduit des réformes majeures sous les bannières de la glasnost (transparence) et de la perestroïka (restructuration). Bien que destinées à revitaliser l'Union soviétique, ces réformes ont eu pour effet inattendu de relâcher l'emprise de Moscou sur l'Europe de l'Est, déclenchant une vague

de réformes et de mouvements contestataires. En RDA, la stagnation économique couplée à une répression politique sévère a provoqué un mécontentement généralisé, culminant avec les manifestations de masse qui ont précipité la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989.

La chute du Mur, bien que symbolique, n'a pas immédiatement abouti à la réunification. Le chemin vers l'unité nationale a été jalonné de défis politiques et diplomatiques complexes. Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a joué un rôle central dans cette période critique, parvenant à équilibrer les exigences internes tout en naviguant habilement les négociations internationales. Son célèbre "Plan en dix points" a constitué une feuille de route essentielle pour le processus de réunification, marquant la volonté de la RFA d'intégrer la RDA sous des conditions acceptables pour toutes les parties concernées.

Le politologue Henry Kissinger, connu pour son pragmatisme réaliste, a salué la diplomatie de Kohl, soulignant que "le succès de la réunification allemande réside dans l'habileté à conjuguer les aspirations nationales avec les réalités géopolitiques, un équilibre difficile que peu de leaders auraient su maintenir."

Le Rôle de la Diplomatie Internationale

La réunification de l'Allemagne n'était pas seulement une affaire intérieure ; elle nécessitait l'accord des quatre puissances alliées de la Seconde Guerre mondiale : la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, et l'Union soviétique. Les négociations "Deux Plus Quatre", ainsi nommées en raison de la participation des deux Allemagnes et des quatre puissances alliées, ont été cruciales pour établir les conditions de la réunification. Des questions sensibles telles que l'avenir de l'OTAN, les frontières de l'Allemagne unifiée, et le statut de Berlin étaient au cœur des discussions.

Sous la présidence de George H.W. Bush, les États-Unis ont joué un rôle particulièrement favorable. L'administration Bush voyait dans la

réunification une opportunité de renforcer les démocraties en Europe et de mettre fin à la guerre froide sur une note positive. Bien que des leaders comme Margaret Thatcher et François Mitterrand aient initialement exprimé des réserves – craignant la résurgence d'une Allemagne trop puissante – la diplomatie patiente de Bush et Kohl, couplée à l'ouverture de Gorbatchev à laisser l'Allemagne de l'Est déterminer son propre avenir, a permis de surmonter ces réticences.

Surmonter les Défis Internes

Sur le plan domestique, l'intégration de l'Allemagne de l'Est à la République fédérale a représenté un défi monumental, exigeant l'harmonisation de systèmes politiques, économiques, et sociaux profondément différents. Le passage brutal de l'économie planifiée de l'Est au modèle de marché de l'Ouest a entraîné des perturbations économiques majeures, avec des taux de chômage élevés et la fermeture de nombreuses industries non compétitives à l'Est.

Pourtant, sous la direction de Kohl, le gouvernement ouest-allemand a mis en œuvre une série de mesures pour faciliter cette transition difficile. L'introduction du Deutsche Mark en Allemagne de l'Est a été un geste fort, non seulement symbolisant l'unité monétaire, mais aussi apportant une stabilité économique cruciale. De plus, des investissements massifs ont été réalisés dans les infrastructures, le logement, et les services publics à l'Est, dans le but de rapprocher le niveau de vie des deux côtés.

L'intégration sociale a également été une priorité, nécessitant des efforts pour surmonter les préjugés et les différences culturelles enracinées au cours de quatre décennies de division. Des initiatives éducatives et médiatiques ont été mises en place pour promouvoir une identité nationale unifiée, tout en intégrant l'histoire des deux Allemagnes dans un récit commun.

Surmonter les Défis Externes

En dehors des frontières, l'opposition à la réunification venait principalement des voisins de l'Allemagne, particulièrement la France. François Mitterrand, fidèle à une vision traditionnelle de l'équilibre européen, voyait d'un mauvais œil la perspective d'une Allemagne réunifiée et puissante. Il a fallu toute la finesse diplomatique de Kohl pour apaiser ces craintes, en insistant sur les valeurs communes et la volonté des peuples.

Un autre défi majeur a été le coût astronomique de la réunification, qui a pesé lourdement sur les finances allemandes et attiré l'attention de l'Union européenne. La situation budgétaire de l'Allemagne, en violation des règles de stabilité européenne, aurait pu justifier des sanctions de la Commission. Cependant, grâce au soutien des partenaires européens, notamment au sein de l'Union européenne, l'Allemagne a pu contourner ces difficultés, convainquant ses voisins que la réunification était un projet légitime justifiant ces écarts budgétaires.

Les Succès de la Réunification

À la fin des années 1990, les premiers fruits de la réunification ont commencé à se faire sentir. Berlin, restaurée en tant que capitale de l'Allemagne unifiée, est devenue le centre névralgique du pays et un acteur clé sur la scène européenne. Bien que les disparités économiques entre l'Est et l'Ouest demeuraient, elles se réduisaient à mesure que les Länder de l'Est commençaient à rattraper leur retard, bénéficiant d'une croissance et d'un développement soutenus.

L'influence de l'Allemagne au sein de l'Union européenne s'est également renforcée après la réunification, le pays jouant un rôle moteur dans l'intégration européenne et l'adoption de l'euro comme monnaie unique. Cette Allemagne réunifiée, consciente des leçons de son histoire, s'est engagée en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, devenant une voix de premier plan sur la scène internationale.

Sur le plan culturel, la réunification a également été le catalyseur d'une véritable renaissance de l'art, de la littérature, et du cinéma allemands, avec Berlin émergeant comme un centre culturel mondial. Cette effervescence culturelle, combinée à un riche passé, a fait de la ville un symbole de la nouvelle Allemagne unifiée – un pays qui a réussi à transcender son passé turbulent pour bâtir un avenir plus radieux.

Ainsi, la réunification de l'Allemagne a été bien plus qu'un simple processus politique ou économique ; elle a été une transformation sociale et culturelle profonde, un modèle de succès pour d'autres nations confrontées à des divisions internes.

QUI A FAIT DE L'ALLEMAGNE LE MOTEUR DE L'EUROPE

Les suites immédiates de la réunification ont présenté des défis économiques d'une ampleur inégalée. La disparité entre l'économie capitaliste bien établie de l'Allemagne de l'Ouest et l'économie socialiste stagnante de l'Allemagne de l'Est a rendu nécessaire une injection massive de capitaux. Sous la direction du chancelier Helmut Kohl, le gouvernement allemand a mis en œuvre une politique de solidarité économique qui a canalisé d'importantes ressources vers la reconstruction des régions orientales. On estime que jusqu'à 1,5 trillion d'euros ont été investis dans la modernisation des infrastructures, le renforcement des services sociaux, et la revitalisation de l'industrie dans ces régions.

Cependant, il a fallu attendre la fin des années 1990 pour que les effets de ces investissements commencent à se faire sentir. L'ancienne Allemagne de l'Est a connu une croissance économique régulière, bien que plus lente que celle de l'Ouest. L'introduction de l'euro en 2002 a encore renforcé l'intégration de l'économie allemande dans le marché européen, consolidant le rôle de l'Allemagne en tant que moteur économique du continent. Comme l'a souligné l'économiste Hans-Werner Sinn, "la réussite de l'Allemagne repose en grande partie sur sa capacité à intégrer efficacement

ses nouvelles régions dans un cadre économique plus large, tout en maintenant une discipline budgétaire rigoureuse."

La réunification a également jeté les bases de la domination économique de l'Allemagne au sein de l'Union européenne. En tant que première économie du continent, l'Allemagne a exercé une influence déterminante dans la définition des politiques fiscales, la négociation des accords commerciaux, et la gestion des crises économiques. Le modèle allemand de réformes structurelles et de gestion de la crise financière a servi d'exemple pour les pays post-communistes d'Europe de l'Est, qui ont cherché à reproduire ce succès dans leur propre transition vers l'économie de marché.

Berlin : Le Nouveau Centre de Gravité

La réunification a catalysé la transformation de Berlin en un centre politique, culturel, et économique de premier plan. Le transfert de la capitale de Bonn à Berlin a marqué symboliquement le renouveau du pays. Au fil du temps, Berlin est passée d'une ville marquée par les tensions de la guerre froide à un centre vibrant d'art, de politique, et d'affaires.

Mais la résurgence de Berlin n'était pas seulement un symbole ; elle a joué un rôle crucial dans la réorientation géopolitique de l'Allemagne. En tant que capitale d'une Allemagne réunifiée, Berlin est devenue un point focal pour les engagements diplomatiques et économiques, reliant l'Europe de l'Ouest aux marchés émergents de l'Europe de l'Est. La présence de nombreuses organisations internationales, entreprises, et groupes de réflexion à Berlin a souligné son importance croissante en tant que centre de décision. Ce déplacement du centre de gravité de la région Rhin-Ruhr vers Berlin reflète une réorientation plus large de l'Allemagne vers l'Est, une région qui a gagné en importance stratégique dans les décennies suivantes.

Pour reprendre les mots de l'historien conservateur Paul Johnson, "le redéploiement de la capitale à Berlin n'était pas seulement une question de

géographie, mais un acte politique majeur visant à réaffirmer l'Allemagne comme le cœur battant de l'Europe."

Renforcement des Relations avec l'Europe de l'Est

La réunification de l'Allemagne a eu des répercussions bien au-delà de ses frontières, transformant également le paysage économique et politique de l'Europe de l'Est. L'effondrement de l'Union soviétique et l'indépendance des États d'Europe de l'Est ont offert à l'Allemagne une occasion unique de forger de nouvelles alliances et d'étendre son influence économique.

Depuis la fin des années 1990, l'Allemagne est devenue un acteur clé de l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est. Des pays comme la Pologne, la Hongrie, et la République tchèque, autrefois sous l'emprise soviétique, ont vu en l'Allemagne un modèle de réussite et un allié puissant au sein de l'UE. Le soutien allemand a été déterminant pour leur adhésion à l'Union en 2004.

Les liens économiques entre l'Allemagne et l'Europe de l'Est se sont considérablement renforcés. Les entreprises allemandes ont été parmi les premières à investir dans ces marchés, profitant des coûts de main-d'œuvre plus bas et des opportunités croissantes de consommation. Ces investissements ont contribué à la modernisation économique de la région, renforçant l'influence de l'Allemagne. La création de chaînes d'approvisionnement transnationales reliant l'Allemagne à l'Europe de l'Est est devenue un pilier de cette intégration économique, avec les industries allemandes souvent au centre de ces réseaux.

L'influence politique de l'Allemagne en Europe de l'Est a également crû parallèlement à son empreinte économique. À mesure que ces pays adoptaient des économies de marché et des gouvernances démocratiques, ils se sont tournés vers l'Allemagne pour le leadership au sein de l'UE. Berlin est devenue un médiateur incontournable et un défenseur des intérêts de

L'Europe de l'Est à Bruxelles, consolidant ainsi son rôle de leader de facto de l'Union européenne.

L'Allemagne : Championne Économique de l'Europe

Au début des années 2000, les fruits de la transformation économique post-réunification étaient évidents. L'Allemagne, après avoir surmonté les défis de l'intégration de l'Allemagne de l'Est, est devenue la plus grande et la plus puissante économie d'Europe. La crise de la zone euro (2009-2012) a illustré de manière éclatante le rôle central de l'Allemagne au sein de l'UE. Tandis que des pays comme la Grèce, l'Italie, et l'Espagne luttaienent contre les crises de la dette souveraine, l'Allemagne a dirigé les efforts pour stabiliser la zone euro.

Les politiques d'austérité et de discipline budgétaire, bien que controversées, ont souligné l'influence allemande sur la politique économique européenne. Le secteur manufacturier allemand, en particulier dans les industries automobiles et de machines-outils, a continué à stimuler la croissance économique. L'économie orientée vers l'exportation de l'Allemagne a tiré parti de la stabilité de l'euro, permettant aux produits allemands de rester compétitifs sur les marchés mondiaux. Cette force d'exportation a été renforcée par les liens économiques profonds que l'Allemagne a tissés avec l'Europe de l'Est, où se trouvent nombre de ses chaînes d'approvisionnement.

La réunification a également consolidé le modèle d'économie sociale de marché en Allemagne, un équilibre entre le capitalisme de marché et un État-providence robuste. Ce modèle a eu une influence significative à travers l'Europe, particulièrement en Europe de l'Est, où plusieurs pays ont cherché à suivre l'exemple allemand pour leur propre développement économique et social.

Les Implications Géopolitiques de la Réunification

La réunification de l'Allemagne a non seulement transformé son paysage économique, mais elle a également redéfini son rôle géopolitique. En tant que pilier de l'Union européenne, l'Allemagne est devenue un acteur incontournable dans la diplomatie européenne. L'élargissement de l'UE vers l'Est a présenté de nouveaux défis et opportunités, et l'Allemagne s'est souvent trouvée en première ligne pour gérer ces dynamiques.

L'Allemagne a également démontré son leadership durant la crise ukrainienne de 2014. Alors que les tensions entre la Russie et l'Ukraine augmentaient, l'Allemagne a joué un rôle central dans les négociations de paix, symbolisées par les accords de Minsk. Les relations historiques de l'Allemagne avec la Russie et l'Europe de l'Est lui ont conféré une position unique pour gérer ce conflit. Cependant, cette crise a également révélé le délicat équilibre que l'Allemagne doit maintenir entre ses intérêts économiques en Russie et ses engagements politiques envers les pays d'Europe de l'Est.

Ainsi, la réunification n'a pas seulement redessiné les frontières de l'Allemagne ; elle a redéfini son rôle sur la scène mondiale. L'engagement continu de l'Allemagne en faveur du multilatéralisme et de l'intégration européenne a été une force stabilisatrice face à la montée du nationalisme et du populisme à travers le continent. En plaidant pour l'unité européenne, l'Allemagne a contribué à contrecarrer les tendances fragmentaires qui menacent la cohésion de l'Union européenne.

BILAN : MAIS QUI EST REMIS EN CAUSE ?

L'Émergence d'une Puissance Économique

L'une des principales réussites de la réunification a été la capacité de l'Allemagne à intégrer l'économie de l'ex-RDA (République Démocratique Allemande) dans celle de l'Allemagne de l'Ouest. Cette intégration, bien que coûteuse et complexe, a nécessité des investissements massifs, estimés à

plus de 1 500 milliards d'euros, pour moderniser les infrastructures, améliorer les services publics, et restructurer l'économie est-allemande. Ces efforts ont permis à l'Allemagne de consolider sa position de première puissance économique européenne, avec un PIB qui a continué à croître de manière stable depuis la réunification.

De plus, l'Allemagne a su exploiter les avantages d'une main-d'œuvre qualifiée héritée de l'ex-RDA, contribuant ainsi à maintenir sa compétitivité sur les marchés internationaux. Bien que les régions de l'Est aient progressé plus lentement que l'Ouest, elles ont bénéficié d'une intégration économique progressive, et des centres industriels clés ont émergé dans des secteurs comme l'automobile, la chimie et la technologie. L'économiste conservateur Friedrich Merz a souvent souligné que "l'efficacité avec laquelle l'Allemagne a su transformer ces défis en opportunités démontre la résilience et la flexibilité de son modèle économique."

Les Défis Économiques : Une Croissance Inégale

Malgré ces succès, la réunification a révélé et accentué des inégalités économiques persistantes entre l'Est et l'Ouest. Plus de 30 ans après la réunification, les Länder de l'Est continuent de souffrir d'une économie relativement plus faible, avec des taux de chômage plus élevés et des salaires inférieurs à ceux de l'Ouest. En 2021, par exemple, le revenu moyen à l'Est représentait environ 86 % de celui de l'Ouest, un écart qui, bien qu'il se soit réduit au fil des années, reste significatif.

Cette disparité économique a conduit à des migrations internes, de nombreux jeunes quittant les régions de l'Est pour chercher de meilleures opportunités à l'Ouest, exacerbant ainsi le déclin démographique de certaines régions orientales. L'industrialisation rapide et la privatisation des entreprises de l'ex-RDA ont entraîné la fermeture de nombreuses usines, provoquant des pertes massives d'emplois et un sentiment de trahison parmi la population de l'Est. L'économiste et politicien Edmund Stoiber a évoqué ces défis en affirmant que "la transition économique, bien que

nécessaire, a été gérée de manière qui a parfois laissé les citoyens de l'Est se sentir oubliés et marginalisés."

Les Répercussions Sociales : Un Sentiment de Marginalisation

Sur le plan social, la réunification n'a pas été sans heurts. Bien que le processus ait permis de rétablir l'unité nationale, il a également laissé de nombreux habitants de l'Est avec un sentiment persistant de marginalisation. Les transformations rapides imposées par le modèle économique occidental ont souvent été perçues comme une annexion plutôt qu'une fusion égale. Ce sentiment d'être des "citoyens de seconde classe" a perduré dans certaines parties de l'ex-RDA, où l'attachement à l'identité est-allemande reste fort.

Le contraste entre les niveaux de vie, les opportunités d'emploi et la perception des politiques gouvernementales entre les deux parties de l'Allemagne a créé une fracture sociale. Même des décennies après la réunification, une proportion significative des habitants de l'Est se sentent moins représentés par les institutions politiques nationales et internationales. Ce sentiment de marginalisation a été un terreau fertile pour la montée du populisme dans ces régions. Angela Merkel, originaire de l'Est, a souvent exprimé la nécessité de reconnaître ces sentiments et de travailler à les surmonter pour garantir une véritable unité nationale.

La Montée du Populisme : Un Héritage de la Réunification

L'une des conséquences les plus préoccupantes de la réunification a été la montée du populisme, particulièrement dans les Länder de l'Est. Des partis populistes comme l'Alternative für Deutschland (AfD) ont trouvé un terrain fertile dans ces régions, en capitalisant sur les sentiments d'insécurité économique et de marginalisation sociale. En 2017, l'AfD a réalisé certains de ses meilleurs scores électoraux dans les États de l'Est, surpassant souvent les partis traditionnels en popularité. Lors des élections européennes de 2024, l'AfD et le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) ont obtenu leurs

meilleurs scores dans les Länder de l'Est, soulignant une fracture politique inquiétante.

Cette montée du populisme peut être en partie attribuée aux défis non résolus de la réunification. Le ressentiment face à la gestion économique post-réunification, le sentiment d'abandon par les élites politiques, et la perception que la globalisation et l'intégration européenne ont davantage profité à l'Ouest qu'à l'Est, ont alimenté le mécontentement. Comme l'a exprimé Wolfgang Schäuble, ancien président du Bundestag, "si l'on veut éviter que les divisions du passé ne continuent de hanter l'Allemagne, il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes du populisme et de restaurer la confiance dans nos institutions."

Berlin et l'Évolution du Centre de Gravité Politique

La réunification a également repositionné Berlin comme centre de gravité politique en Allemagne et en Europe. Devenue à nouveau la capitale, Berlin est aujourd'hui un symbole de l'unité retrouvée de l'Allemagne, mais aussi des défis politiques internes et externes auxquels le pays fait face. Le déplacement du pouvoir politique de Bonn à Berlin a été un moment charnière, renforçant l'importance de l'Allemagne sur la scène européenne et internationale.

Berlin, avec son histoire complexe, est devenue un microcosme des tensions post-réunification. Alors que la ville s'est transformée en un centre cosmopolite dynamique, elle incarne également les disparités économiques et sociales entre l'Est et l'Ouest. La gentrification rapide et les tensions autour de la gestion des logements sociaux sont des exemples des défis que la ville doit encore surmonter. Pour beaucoup, Berlin représente les contradictions de la réunification : une ville en plein essor, mais toujours marquée par les cicatrices de son passé.

Les Relations avec l'Europe de l'Est : Une Nouvelle Dimension Géopolitique

La réunification a également permis à l'Allemagne de renforcer ses relations avec l'Europe de l'Est. En tant que pays ayant surmonté les séquelles de la division, l'Allemagne a joué un rôle clé dans l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne. Ces relations ont été bénéfiques pour l'économie allemande, les pays de l'Est devenant des partenaires commerciaux essentiels et des maillons importants dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie allemande.

Cependant, cette relation n'est pas sans tensions. L'Allemagne doit jongler entre son rôle de leader économique en Europe et les divergences politiques avec certains États d'Europe de l'Est, notamment en ce qui concerne l'État de droit et la politique migratoire. Ces divergences mettent parfois à rude épreuve l'unité européenne, un défi supplémentaire dans un contexte de montée des nationalismes. L'ancien chancelier Helmut Kohl avait mis en garde contre les risques d'une Europe divisée, rappelant que "l'Europe doit rester unie dans la diversité si elle veut survivre aux défis de demain."

Un Bilan Mitigé

Plus de trois décennies après la réunification, l'Allemagne est indéniablement devenue une puissance économique et politique en Europe, mais le chemin a été semé d'embûches. Les succès de l'intégration économique et de l'affirmation du leadership allemand au sein de l'Union européenne sont contrebalancés par des défis sociaux et politiques persistants, en particulier la montée du populisme.

La réunification, bien qu'essentielle pour l'unité nationale et le développement économique, a également laissé des cicatrices qui sont encore visibles aujourd'hui. Le populisme et les partis extrêmes, qui n'ont jamais été aussi forts, en sont la meilleure représentation. Pour l'Allemagne, le défi consiste désormais à équilibrer les bénéfices de la réunification avec les leçons à tirer pour éviter que les divisions du passé ne réapparaissent.

sous une nouvelle forme.

L'EXTREMISME EN ALLEMAGNE

DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LES EFFORTS DE L'ALLEMAGNE APRES-GUERRE POUR PREVENIR LA RESURGENCE DES IDEOLOGIES EXTREMES

Après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, en particulier l'Allemagne de l'Ouest, s'est engagée sur une voie de transformation profonde. Le pays devait non seulement reconstruire son économie et ses infrastructures, mais aussi faire face à l'effondrement moral et idéologique qui avait conduit à la montée du nazisme et aux horreurs de l'Holocauste. Le sentiment de culpabilité collective, la honte profonde et la peur de répéter de telles atrocités sont devenus des forces motrices dans la structuration des nouvelles institutions politiques, sociales et juridiques de l'Allemagne d'après-guerre.

L'héritage du national-socialisme

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne était en ruines, tant sur le plan physique que moral. En étant l'épicentre du national-socialisme, elle avait non seulement conduit le monde à la guerre, mais avait aussi orchestré l'un des génocides les plus brutaux de l'histoire. Les procès de Nuremberg, tenus entre 1945 et 1946, ont marqué le début d'une prise de conscience par l'Allemagne de son passé. Ces procès, qui ont jugé les grands criminels de guerre nazis, avaient pour but de rendre justice tout en établissant un

précédent moral et juridique, garantissant que de telles idéologies ne seraient plus jamais tolérées.

Dans son ouvrage, *Germany: A Nation in Torment*, l'historien Gordon A. Craig explore ce profond sentiment de honte qui a envahi la société allemande après la guerre. Cette honte ne concernait pas seulement la défaite militaire, mais aussi les atrocités commises au nom du peuple allemand. La reconnaissance de ce chapitre sombre fut essentielle pour s'assurer que les idéologies extrémistes ne puissent plus jamais trouver un terreau fertile en Allemagne.

Garde-fous institutionnels et constitutionnels

L'une des étapes les plus significatives de l'Allemagne d'après-guerre fut l'adoption d'une nouvelle constitution démocratique, la Grundgesetz (Loi fondamentale), en 1949. La Loi fondamentale a été conçue pour éviter les erreurs de la République de Weimar, qui avaient permis l'ascension d'Hitler. Les rédacteurs étaient bien conscients des dangers posés par les idéologies extrémistes, et ils ont inclus plusieurs dispositions pour protéger la nouvelle démocratie.

La Grundgesetz a instauré un système fédéral robuste, avec des pouvoirs importants dévolus aux Länder, afin de prévenir toute concentration excessive du pouvoir central. De plus, elle a introduit un système solide de freins et contrepoids, dont une Cour constitutionnelle (Bundesverfassungsgericht) puissante, capable de réviser et d'annuler les lois contraires à la constitution. Cette cour a joué un rôle crucial dans la défense des principes démocratiques et s'est montrée particulièrement vigilante face à toute menace contre l'ordre constitutionnel.

L'article 21 de la Grundgesetz est particulièrement significatif dans ce contexte. Il permet l'interdiction des partis politiques qui cherchent à saper l'ordre démocratique. Cette disposition a été utilisée de manière ciblée, comme en 1952 pour interdire le Parti socialiste du Reich et en 1956 pour

interdire le Parti communiste d'Allemagne, démontrant ainsi la détermination de l'État à empêcher toute résurgence d'idéologies extrémistes, qu'elles proviennent de l'extrême droite ou de l'extrême gauche.

Le politologue Karl Loewenstein, dans sa théorie de la “démocratie militante”, a soutenu que les démocraties doivent parfois prendre des mesures rigoureuses pour se protéger contre ceux qui chercheraient à utiliser les libertés démocratiques pour les détruire. L'approche allemande des interdictions de partis et d'autres sauvegardes constitutionnelles est une incarnation de ce principe. En établissant un cadre juridique robuste, l'Allemagne a cherché à garantir que ses institutions démocratiques soient résilientes face aux menaces extrémistes.

Le rôle de l'éducation dans l'Allemagne d'après-guerre

L'éducation a été l'un des outils les plus cruciaux pour prévenir la résurgence des idéologies extrémistes en Allemagne d'après-guerre. Sous l'égide des autorités d'occupation alliées, notamment américaines et britanniques, un vaste programme de dénazification a été mis en place. Ce programme visait à éliminer les anciens nazis des positions d'influence et à rééduquer la population sur les dangers du totalitarisme et du racisme.

Cependant, comme le note l'historien Norbert Frei dans son livre *Adenauer's Germany and the Nazi Past*, la dénazification a été un processus complexe et parfois controversé. Bien qu'elle ait réussi dans certains domaines, elle a aussi rencontré des résistances au sein de la société allemande, et les difficultés pratiques à purger un pays où tant de personnes avaient été impliquées dans le régime nazi ont été significatives. Malgré ces défis, la dénazification a jeté les bases d'un effort plus large visant à confronter le passé nazi et à inculquer des valeurs démocratiques aux générations futures.

Le système éducatif de l'Allemagne d'après-guerre a été profondément réformé pour promouvoir les valeurs démocratiques et faire face au passé

nazi. Les programmes scolaires ont été révisés pour inclure une étude approfondie de l'ère nazie, de l'Holocauste et des conséquences du totalitarisme. L'objectif n'était pas seulement d'informer les élèves sur le passé, mais aussi de leur inculquer un sens des responsabilités pour l'avenir. Ce programme éducatif est encapsulé dans le concept de *Erinnerungskultur* (culture du souvenir), qui met l'accent sur l'importance de se souvenir et d'apprendre de l'histoire pour prévenir sa répétition.

Médias et discours public : Façonner le récit

Le rôle des médias dans l'Allemagne d'après-guerre a été crucial pour façonner le discours public et s'assurer que les idéologies extrémistes ne regagnent jamais du terrain. Le paysage médiatique d'après-guerre a été d'abord structuré par les autorités d'occupation alliées, qui ont cherché à établir une presse libre et indépendante comme rempart contre le totalitarisme.

La période d'après-guerre a vu la création de plusieurs nouveaux journaux et chaînes de radio, fondés avec l'objectif explicite de promouvoir les valeurs démocratiques et d'éviter la diffusion des idéologies extrémistes. Parmi eux, *Die Zeit*, un journal fondé en 1946, est rapidement devenu connu pour sa couverture réfléchie et équilibrée des questions politiques. *Die Zeit* et d'autres médias d'après-guerre ont joué un rôle clé dans la promotion d'une culture de débat critique et dans la responsabilisation des dirigeants politiques.

Au fil des décennies, les médias allemands ont continué à jouer un rôle vital dans la promotion des valeurs démocratiques et la prévention de la résurgence de l'extrémisme. Le journalisme d'investigation, en particulier, a été essentiel pour exposer les réseaux néonazis et autres groupes extrémistes, garantissant qu'ils ne puissent opérer en toute impunité. Le travail de journalistes comme Hans Leyendecker, qui a révélé les connexions entre certains services secrets allemands et les groupes néonazis, illustre le

rôle crucial des médias en tant que gardiens de la démocratie en Allemagne d'après-guerre.

Le discours public en Allemagne a également été façonné par la manière unique dont le pays a abordé son passé nazi. Le concept de Vergangenheitsbewältigung (gestion du passé) est central dans la vie publique allemande depuis la guerre. Ce processus implique non seulement de reconnaître les crimes du passé, mais aussi de travailler activement pour empêcher leur récurrence. Cela a souvent impliqué des discussions difficiles et inconfortables sur le rôle des citoyens allemands ordinaires dans l'Holocauste et sur la réintégration d'anciens nazis dans la société d'après-guerre.

Ce processus a été crucial pour la construction d'une identité allemande d'après-guerre attachée aux valeurs démocratiques et aux droits de l'homme. En confrontant les aspects les plus sombres de son histoire, l'Allemagne a cherché à se prémunir contre l'attrait des idéologies extrêmes. Bien que ce processus n'ait pas été sans controverses, l'engagement envers la Vergangenheitsbewältigung reste une pierre angulaire de la vie politique et culturelle allemande.

Mesures légales et d'application de la loi

En complément des sauvegardes constitutionnelles, l'Allemagne a mis en œuvre une série de mesures légales et d'application de la loi pour prévenir la résurgence des idéologies extrêmes. Ces mesures incluent l'interdiction des symboles nazis, la criminalisation du négationnisme, et la création d'unités spécialisées chargées de surveiller et de combattre les groupes extrémistes.

L'interdiction des symboles nazis, inscrite dans le Strafgesetzbuch (code pénal allemand), est l'une des mesures les plus visibles pour empêcher la glorification du passé nazi. L'affichage de croix gammées, de runes SS et d'autres symboles nazis est strictement interdit, avec des amendes ou des

peines de prison pour les contrevenants. Cette interdiction s'étend tant aux espaces publics qu'aux espaces privés, garantissant que ces symboles ne puissent devenir des points de ralliement pour les groupes extrémistes.

Le négationnisme est également criminalisé en Allemagne. La loi sur l'incitation à la haine (Volksverhetzung), inscrite à l'article 130 du code pénal allemand, interdit de nier, minimiser ou justifier l'Holocauste. Cette loi reflète l'engagement de l'Allemagne à protéger la dignité des victimes de l'Holocauste et à garantir que l'histoire ne soit pas révisée à des fins extrémistes.

Les forces de l'ordre allemandes jouent un rôle actif dans la surveillance et la lutte contre les groupes extrémistes. Le Bundesamt für Verfassungsschutz (Office fédéral de protection de la Constitution) est chargé de surveiller les menaces à l'ordre constitutionnel, y compris celles émanant de groupes extrémistes. Cette agence effectue une surveillance étroite, collecte des renseignements, et intervient au besoin pour prévenir les activités extrémistes.

Le Bundeskriminalamt (Office fédéral de la police criminelle) est également impliqué dans l'enquête et la poursuite des crimes extrémistes. La coopération entre les agences de sécurité à tous les niveaux, ainsi qu'avec des partenaires internationaux, souligne le sérieux avec lequel l'Allemagne aborde la menace de l'extrémisme.

En réponse aux nouvelles menaces posées par les discours de haine et la propagande extrémiste en ligne, l'Allemagne a introduit la loi sur l'application des réseaux (NetzDG) en 2017. Cette loi oblige les plateformes de médias sociaux à retirer les contenus illégaux, y compris les discours de haine et les matériels extrémistes, dans les 24 heures suivant leur signalement. Le non-respect de cette obligation peut entraîner des amendes substantielles, illustrant l'effort pour adapter les mesures légales à l'ère numérique.

Malgré ces mesures, l'approche allemande dans la lutte contre l'extrémisme n'est pas sans critiques. Certains estiment que les restrictions sur la liberté d'expression, telles que l'interdiction des symboles nazis et la criminalisation du négationnisme, peuvent être trop restrictives et pourraient créer un précédent dangereux pour d'autres formes d'expression. Cependant, le gouvernement allemand défend ces mesures comme nécessaires pour protéger l'ordre démocratique et prévenir la réémergence des idéologies qui ont conduit au chapitre le plus sombre de son histoire.

Mesures culturelles et sociales : Construire une identité démocratique

Au-delà des mesures légales et institutionnelles, l'Allemagne a également investi dans la construction d'une culture démocratique résistante à l'extrémisme. Cet effort implique de promouvoir une identité collective fondée sur les valeurs démocratiques, les droits de l'homme, et l'engagement en faveur du pluralisme.

L'Allemagne a également mis en œuvre des pratiques commémoratives pour honorer les victimes de la terreur nazie et renforcer son engagement à ne jamais répéter de telles atrocités. Des sites mémoriaux tels que le Mémorial du camp de concentration de Dachau et le Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe à Berlin servent de rappels puissants des conséquences des idéologies extrémistes. Ces lieux ne sont pas seulement des mémoriaux, mais aussi des centres éducatifs qui organisent des ateliers, des conférences et des visites guidées pour sensibiliser les visiteurs à l'Holocauste et aux dangers du totalitarisme.

L'approche allemande du souvenir ne se limite pas à l'ère nazie ; elle inclut également la reconnaissance d'autres formes d'extrémisme qui ont menacé l'ordre démocratique du pays. Par exemple, l'Allemagne commémore les victimes du complot du 20 juillet contre Hitler, reconnaissant les efforts de ceux qui ont risqué leur vie pour s'opposer au régime nazi. Ces commémorations visent à renforcer les valeurs de la démocratie, de la

résistance à la tyrannie, et de la responsabilité morale de s'opposer à l'extrémisme sous toutes ses formes.

LA PERSISTANCE DES PARTIS EXTREMISTES EN ALLEMAGNE : UNE PRESENCE DANS L'OMBRE DE 1945 AU DEBUT DES ANNEES 2000

La période immédiate d'après-guerre : Réorganisation et adaptation

La défaite de l'Allemagne nazie en 1945 a conduit au démantèlement du régime national-socialiste, mais elle n'a pas complètement éradiqué les idéologies qui l'avaient nourri. Dans le chaos de l'après-guerre, de nombreux anciens nazis et sympathisants ont tenté de rétablir leur influence, bien que de manière plus discrète. Les autorités d'occupation alliées ont lancé un programme rigoureux de dénazification pour purger les anciens nazis des postes de pouvoir. Cependant, ce processus a souvent été inégal et compromis par des considérations pratiques et politiques, ce qui a entraîné la réintégration de nombreux anciens nazis dans la société d'après-guerre.

Le Parti socialiste du Reich (SRP), fondé en 1949, illustre bien comment les idéologies extrémistes ont trouvé une nouvelle expression politique dans l'immédiat après-guerre. Le SRP prônait ouvertement la restauration du Reich allemand et la réintégration des anciens nazis dans la société. Bien que le parti ait été interdit par la Cour constitutionnelle fédérale en 1952, son existence a démontré la résilience des sentiments extrémistes dans l'Allemagne d'après-guerre. L'interdiction, bien que significative, n'a pas totalement éliminé les réseaux et les idéologies sous-jacentes qui soutenaient le parti. Ces éléments sont passés dans la clandestinité, continuant à influencer la politique allemande de manière moins visible. Certains membres ont rejoint d'autres partis, comme le NPD, la CDU ou le FDP, montrant ainsi comment ces idées pouvaient se diffuser dans le spectre politique plus large.

L'ère de la guerre froide : L'extrémisme en marge

Pendant la guerre froide, les idéologies extrémistes ont survécu, bien que dans les marges du spectre politique. La division de l'Allemagne en deux États distincts a créé des contextes politiques et sociaux divergents dans lesquels l'extrémisme a évolué différemment.

En Allemagne de l'Ouest, l'objectif principal était d'établir un État démocratique stable. La Loi fondamentale de 1949, qui servait de constitution à l'Allemagne de l'Ouest, incluait des dispositions visant à empêcher la résurgence de partis extrémistes. L'article 21, en particulier, permettait l'interdiction des partis cherchant à saper l'ordre démocratique. Ce cadre juridique a efficacement réprimé les mouvements politiques extrémistes ouverts, mais a également poussé ces idéologies vers des formes d'organisation plus clandestines.

Le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), fondé en 1964, est devenu le principal parti d'extrême droite en Allemagne de l'Ouest pendant la guerre froide. Bien que le NPD n'ait jamais obtenu de succès électoraux significatifs, il a maintenu une présence persistante dans le paysage politique, en capitalisant sur les sentiments nationalistes, les angoisses économiques, et l'opposition aux excès perçus des mouvements étudiants des années 1960. Le NPD a servi de réceptacle pour les idéologies nationalistes et extrémistes, qui autrement auraient été exclues du discours politique dominant.

En Allemagne de l'Est, la situation était différente. Le Parti socialiste unifié (SED) au pouvoir exerçait un contrôle rigide sur toutes les activités politiques, et toute forme d'extrémisme de droite était sévèrement réprimée. Toutefois, l'autoritarisme du SED et la suppression de la dissidence ont créé un environnement où les idées extrêmes pouvaient prospérer clandestinement. Bien que l'État se soit proclamé officiellement antifasciste, les sentiments nationalistes n'ont pas disparu et ont réapparu sous une forme plus visible et organisée après la chute du mur de Berlin.

Les années 1970 et 1980 : Une période de dormance et de réémergence

Les années 1970 et 1980 ont représenté une période de relative dormance pour les partis extrémistes en Allemagne de l'Ouest, en grande partie grâce à la prospérité économique et à la stabilité politique. Les grandes coalitions et les gouvernements sociaux-libéraux de l'époque ont mis l'accent sur la croissance économique et l'expansion de l'État-providence, réduisant ainsi l'attrait des idéologies extrêmes pour une large part de la population. Cependant, cette période a également vu l'émergence de groupes extrémistes moins préoccupés par la politique électorale et plus concentrés sur les batailles culturelles et idéologiques.

La montée de la Nouvelle Droite en Allemagne dans les années 1980 a marqué un tournant dans l'évolution des idéologies extrémistes. Inspirée par la Nouvelle Droite française, la Nouvelle Droite allemande a cherché à reformuler les idées nationalistes et xénophobes sous une forme plus intellectuelle et culturellement acceptable. Ce mouvement était moins orienté vers la création d'un parti politique que vers l'influence du climat culturel et intellectuel général, rendant ainsi des idées autrefois considérées comme extrêmes plus acceptables dans le discours dominant.

Les années 1990 : L'extrémisme dans une Allemagne réunifiée

La réunification de l'Allemagne en 1990 a entraîné des changements politiques et sociaux majeurs, qui ont offert un terreau fertile pour la résurgence des partis extrémistes. Les difficultés économiques rencontrées par les anciens États de l'Allemagne de l'Est, combinées au bouleversement social causé par la réunification, ont alimenté un sentiment d'aliénation et de ressentiment parmi certains segments de la population. Cet environnement a permis à des partis et mouvements extrémistes de s'enraciner, en particulier dans les États de l'Est.

Le parti d'extrême droite le plus notable à émerger durant cette période fut les Républicains (REP), fondé en 1983 par d'anciens membres de la CSU et d'autres groupes de droite. Les Républicains ont capitalisé sur les craintes liées à l'immigration, à l'insécurité économique, et à la perte perçue de l'identité nationale après la réunification. Le parti a connu son plus grand succès au début des années 1990, remportant des sièges dans plusieurs parlements régionaux et au Parlement européen. Cependant, les divisions internes et la montée de concurrents plus radicaux ont limité son impact à long terme.

En plus des Républicains, une variété de petits groupes extrémistes ont émergé dans les années 1990, dont beaucoup étaient plus ouvertement néonazis. Ces groupes, souvent opérant à la limite de la légalité, se sont livrés à des activités violentes, incluant des attaques contre les immigrants, les gauchistes et d'autres cibles perçues. Le plus tristement célèbre de ces groupes fut le Nationalsozialistischer Untergrund (NSU), qui a mené une série de meurtres et d'attentats à la bombe tout au long des années 1990 et du début des années 2000. Les activités du NSU, ainsi que l'incapacité des autorités à les enrayer efficacement, ont mis en évidence la menace persistante des idéologies extrémistes dans l'Allemagne d'après-réunification.

Les années 1990 ont également vu l'essor de la sous-culture skinhead, étroitement associée aux mouvements néonazis et d'extrême droite. Cette sous-culture, caractérisée par sa musique agressive, son style vestimentaire distinctif et son comportement violent, a fourni un vivier de recrutement pour les groupes extrémistes. Le mouvement skinhead était particulièrement présent dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où la dislocation sociale et économique provoquée par la réunification a laissé de nombreux jeunes se sentir aliénés et désillusionnés.

Le début des années 2000 : L'héritage de la persistance de l'extrémisme

À l'aube du XXI^e siècle, l'héritage des décennies de persistance de l'extrémisme est devenu de plus en plus apparent. La continuité de ces idéologies extrêmes a eu des implications importantes pour la sécurité et la cohésion sociale de l'Allemagne. La montée de la violence d'extrême droite, notamment les activités de groupes comme le NSU, a mis en lumière la menace persistante que représente l'extrémisme. En réponse, le gouvernement allemand a mis en place une série de mesures pour combattre ce phénomène, incluant une surveillance accrue, des lois plus strictes contre les discours de haine, et des initiatives visant à promouvoir l'intégration sociale.

Cependant, la persistance des idéologies extrêmes a également révélé des fractures plus profondes au sein de la société allemande. Les disparités économiques entre l'Est et l'Ouest, les défis liés à l'intégration des immigrants et des réfugiés, ainsi que les angoisses plus larges suscitées par la mondialisation et les changements culturels ont tous contribué à un environnement où les idées extrémistes ont pu prospérer. Les années 2000 ont ainsi marqué un tournant critique dans la lutte de l'Allemagne contre l'extrémisme—une lutte qui, malgré les efforts considérables du pays, reste loin d'être terminée.

L'AFD ET LE BSW

Ces dernières années, l'Allemagne a vu l'émergence et la croissance de deux partis de droite significatifs, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et Alliance Sahra Wagenknecht - Pour la raison et la justice (BSW). Ces deux partis ont exploité les sentiments populistes et le mécontentement à l'égard du paysage politique traditionnel, devenant ainsi des acteurs importants de la politique allemande.

Alternative pour l'Allemagne (AfD)

Origines et fondation

L'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD) a été fondée en février 2013 par un groupe d'économistes, de journalistes et de chefs d'entreprise, dont Bernd Lucke, Konrad Adam et Alexander Gauland. À l'origine, le parti a été créé en réaction à la crise de la dette européenne et au soutien du gouvernement allemand aux plans de sauvetage des pays de la zone euro en difficulté. Les fondateurs étaient critiques vis-à-vis de l'euro, prenant le retrait de l'Allemagne de l'union monétaire ou la création d'un "euro du Nord" pour les pays économiquement plus stables.

Le programme initial du parti se concentrait sur le conservatisme économique, mettant l'accent sur la responsabilité budgétaire, la souveraineté nationale et l'opposition à l'euro. Cependant, avec l'évolution du paysage politique en Europe, notamment avec la crise des réfugiés en 2015, l'AFD a élargi son discours pour inclure des thèmes populistes et nationalistes plus larges.

Raisons de la montée

La montée de l'AFD peut être attribuée à plusieurs facteurs. Le plus significatif a été la crise des réfugiés européens en 2015, qui a vu plus d'un million de réfugiés et de migrants, principalement en provenance de Syrie et d'autres zones de conflit, entrer en Allemagne. Cette crise a polarisé la société allemande et a suscité des craintes généralisées concernant le changement culturel, la pression économique et les risques sécuritaires. L'AFD a capitalisé sur ces craintes, se positionnant comme la principale force politique opposée à la politique d'ouverture des frontières de la chancelière Angela Merkel.

En plus de la crise des réfugiés, l'AFD a également bénéficié d'un mécontentement croissant à l'égard des partis traditionnels, en particulier l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD). De nombreux électeurs estimaient que ces partis ne représentaient plus leurs intérêts, notamment sur les questions liées à l'immigration, à l'identité

nationale et à l'Union européenne. Le discours populiste de l'AfD, qui critiquait souvent les élites politiques, les médias et l'UE, a résonné chez ces électeurs.

Histoire et développement

L'AfD a rapidement gagné en traction après sa fondation, bien qu'elle ait initialement eu du mal à entrer au Bundestag. Lors des élections fédérales de 2013, le parti a manqué de peu le seuil des 5 % nécessaire pour entrer au Bundestag, obtenant 4,7 % des voix. Cependant, la fortune du parti s'est considérablement améliorée au cours des années suivantes.

Lors des élections européennes de 2014, l'AfD a obtenu 7,1 % des voix, remportant sept sièges. Ce succès a été suivi de bonnes performances lors de plusieurs élections régionales, où le parti est entré dans les parlements régionaux à travers l'Allemagne.

La crise des réfugiés de 2015 a marqué un tournant pour l'AfD. Sous la direction de Frauke Petry, qui a remplacé Bernd Lucke à la tête du parti en 2015, l'AfD s'est davantage orientée vers la droite, adoptant des positions plus nationalistes et anti-immigrés. Ce virage a aliéné certains des fondateurs du parti mais a attiré une nouvelle base de partisans inquiets de l'immigration et de son impact sur la société allemande.

Lors des élections fédérales de 2017, l'AfD a réalisé une percée historique, obtenant 12,6 % des voix et devenant ainsi le troisième plus grand parti au Bundestag. Le succès du parti a été porté par un fort soutien dans l'est de l'Allemagne, où la désillusion économique et le mécontentement envers la réunification avaient créé un terreau fertile pour les sentiments populistes.

Depuis 2017, l'AfD a continué de consolider sa position en tant que principal parti populiste de droite en Allemagne. Cependant, le parti a également été confronté à des divisions internes et à des controverses, notamment en raison de son association avec des éléments d'extrême

droite et des groupes radicaux. Ces divisions ont parfois menacé de saper la cohésion et l'attrait électoral du parti.

Figures clés

Plusieurs personnalités clés ont joué des rôles importants dans le développement de l'AfD :

- Bernd Lucke : Économiste et l'un des fondateurs du parti, Lucke a été le premier leader de l'AfD. Il représentait l'orientation initiale du parti axée sur les questions économiques et l'opposition à l'euro. Cependant, Lucke a quitté le parti en 2015 après avoir perdu une bataille pour la direction contre Frauke Petry, invoquant des préoccupations concernant le virage nationaliste et xénophobe du parti.
- Frauke Petry : Petry est devenue le visage de l'AfD lors de la transition du parti vers une plateforme plus nationaliste et anti-immigrés. Elle a dirigé le parti lors de sa percée électorale de 2017, mais a ensuite quitté l'AfD, invoquant des désaccords avec la direction de plus en plus radicale du parti.
- Alexander Gauland : Ancien membre de la CDU et l'un des leaders les plus en vue du parti, Gauland a été une figure clé dans l'orientation de l'AfD vers des positions nationalistes et anti-immigrés. Il a également été impliqué dans plusieurs controverses en raison de ses déclarations sur le passé nazi de l'Allemagne.
- Alice Weidel : Weidel est l'une des co-dirigeants actuels de l'AfD et est connue pour ses critiques acerbes du gouvernement Merkel et de l'UE. Elle représente l'aile économiquement libérale du parti, mais a également embrassé la rhétorique nationaliste du parti.

Programme du parti

Le programme de l'AfD est caractérisé par une orientation fortement nationaliste et populiste. Les éléments clés de la plateforme du parti incluent :

- Immigration : L'AfD prône des limites strictes à l'immigration, en particulier en provenance des pays à majorité musulmane. Le parti appelle à l'expulsion des

demandeurs d'asile dont les demandes sont rejetées et s'oppose aux politiques promouvant le multiculturalisme.

- Union européenne : L'AfD est très critique à l'égard de l'UE, appelant l'Allemagne à récupérer sa souveraineté nationale dans des domaines tels que l'immigration et la politique économique. Le parti a également proposé la possibilité pour l'Allemagne de quitter la zone euro.
- Identité nationale : L'AfD met un fort accent sur la préservation de la culture et de l'identité allemandes. Le parti s'oppose à ce qu'il considère comme l'érosion des valeurs traditionnelles et critique les efforts pour aborder le passé nazi de l'Allemagne, qu'il juge excessifs.
- Politique économique : Bien qu'initialement axé sur le conservatisme économique, l'AfD a de plus en plus adopté une plateforme économique populiste, appelant à des réductions d'impôts, à une réduction de la réglementation et à la protection des industries allemandes.

Alliance Sahra Wagenknecht (BSW)

Origines et fondation

Le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) a été fondé en 2023 par Sahra Wagenknecht, une figure éminente de la politique allemande connue pour ses positions controversées et sa critique acerbe du système politique actuel. Née en Allemagne de l'Est, Wagenknecht a fait ses armes au sein du parti communiste local (SED) avant de devenir un membre important du PDS, issu de la dissolution du SED, très présent à l'Est du pays après 1990, mais inexistant à l'Ouest. Ancienne leader de Die Linke, parti d'extrême gauche qui a succédé au PDS, Wagenknecht a souvent été en désaccord avec son propre parti sur des questions clés, notamment l'immigration et les relations internationales, ce qui l'a finalement conduite à créer sa propre formation politique.

Le BSW est né de la conviction de Wagenknecht que la gauche traditionnelle avait perdu le contact avec les préoccupations réelles de la classe ouvrière allemande. Elle a cherché à construire un parti qui combine

des politiques économiques socialistes avec un nationalisme culturel fort, adoptant des positions fermes sur l'immigration et plaidant pour des relations étroites avec la Russie. Cette combinaison unique de politiques a positionné le BSW à l'extrême gauche du spectre politique, tout en empruntant certaines caractéristiques traditionnellement associées à la droite populiste.

Raisons de la montée

La montée du BSW peut être attribuée à plusieurs facteurs clés :

- Mécontentement envers les partis établis : De nombreux électeurs de la classe ouvrière se sont sentis abandonnés par les partis traditionnels, y compris Die Linke, qu'ils perçoivent comme trop focalisés sur les politiques identitaires et éloignés des préoccupations économiques et sociales quotidiennes. Le BSW a capitalisé sur ce mécontentement en promettant de recentrer le débat politique sur les besoins matériels et la sécurité culturelle des citoyens allemands ordinaires.
- Crise migratoire et préoccupations culturelles : Les flux migratoires massifs vers l'Europe et l'Allemagne au cours de la dernière décennie ont alimenté des craintes concernant l'identité nationale, la cohésion sociale et la sécurité publique. Le BSW a adopté une position dure sur l'immigration, critiquant les politiques de frontières ouvertes et appelant à des mesures strictes pour protéger la culture et les valeurs allemandes.
- Relations avec la Russie et scepticisme envers l'OTAN : Dans un contexte de tensions accrues entre l'Occident et la Russie, le BSW a plaidé pour un rapprochement avec Moscou, arguant que la coopération avec la Russie est essentielle pour la sécurité et la prospérité européennes. Cette position a attiré des électeurs sceptiques envers l'OTAN et critiques de la politique étrangère occidentale interventionniste.
- Populisme économique : Le BSW propose des politiques économiques radicales visant à redistribuer la richesse et à renforcer l'État-providence, tout en protégeant les industries nationales contre la concurrence étrangère et la mondialisation. Ce message économique populiste a trouvé un écho auprès de ceux qui se sentent laissés pour compte par l'économie de marché libre.

Histoire et développement

Depuis sa fondation, le BSW a rapidement gagné en visibilité grâce à la personnalité charismatique de Sahra Wagenknecht et à sa capacité à articuler des messages percutants qui touchent les préoccupations profondes de nombreux Allemands. Le parti a organisé plusieurs rassemblements et campagnes médiatiques mettant en avant ses positions fermes sur l'immigration et la politique étrangère, provoquant à la fois soutien fervent et critiques virulentes.

Le BSW a également cherché à établir des alliances avec d'autres mouvements populistes en Europe qui partagent des points de vue similaires, notamment en France et en Italie. Cette stratégie vise à construire un front commun contre ce qu'ils perçoivent comme l'establishment politique néolibéral et interventionniste de l'Union européenne.

Positions extrêmes et controverses

Le BSW s'est distingué par plusieurs positions extrêmes qui ont suscité des débats intenses dans la société allemande :

Immigration

Le BSW adopte une approche très restrictive de l'immigration, arguant que les politiques de frontières ouvertes ont conduit à une surcharge des systèmes sociaux, à une augmentation de la criminalité et à une dilution de la culture allemande. Le parti propose :

- Fermeture stricte des frontières et contrôle rigoureux des flux migratoires.
- Expulsion accélérée des immigrants en situation irrégulière et de ceux reconnus coupables de crimes.
- Priorité nationale dans l'accès aux emplois, au logement et aux services sociaux.

- Refus de l'accueil des réfugiés au-delà des obligations internationales minimales, soutenant que l'aide devrait être apportée dans les régions d'origine plutôt qu'en Allemagne.

Ces positions ont été critiquées par de nombreuses organisations des droits de l'homme et considérées comme xénophobes par les opposants politiques, qui accusent le BSW de jouer sur les peurs et les préjugés pour gagner du soutien.

Relations avec la Russie

La politique étrangère du BSW est marquée par un alignement fort avec la Russie et une hostilité ouverte envers l'OTAN et l'Union européenne :

- Levée des sanctions économiques contre la Russie, considérées comme contre-productives et nuisibles aux intérêts économiques allemands.
- Reconnaissance de l'annexion de la Crimée par la Russie et justification des actions russes en Ukraine comme des mesures défensives contre l'expansion de l'OTAN.
- Retrait de l'Allemagne de l'OTAN et adoption d'une politique de neutralité militaire, mettant fin à la participation allemande aux interventions militaires internationales.
- Coopération stratégique accrue avec Moscou dans les domaines de l'énergie, de la sécurité et de la politique économique.

Ces positions ont suscité de fortes critiques, accusant le BSW de soutenir un régime autoritaire et d'ignorer les violations des droits de l'homme commises par la Russie. Les détracteurs estiment que cette politique affaiblirait la position de l'Allemagne et de l'Europe face à l'agression russe et compromettrait la sécurité régionale.

Programme du parti

Le programme du BSW combine des éléments de socialisme économique radical avec un nationalisme culturel prononcé :

Économie :

- Nationalisation des industries clés, y compris l'énergie, les transports et les banques.
- Redistribution massive des richesses par le biais d'impôts élevés sur les riches et les grandes entreprises.
- Protectionnisme économique, avec des tarifs élevés sur les importations pour protéger les industries nationales.
- Réduction du temps de travail sans perte de salaire pour créer des emplois et améliorer la qualité de vie.

Politique sociale :

- Renforcement de l'État-providence avec des services de santé et d'éducation entièrement gratuits et financés par l'État.
- Programmes de logement public massifs pour assurer un logement abordable à tous les citoyens.
- Opposition aux politiques identitaires, considérées comme divisant la classe ouvrière et détournant l'attention des questions économiques essentielles.

Politique étrangère et de sécurité :

- Démantèlement de l'engagement militaire à l'étranger et réduction drastique des dépenses de défense.
- Sortie de l'Union européenne, ou au minimum une renégociation profonde des traités pour restaurer la souveraineté nationale sur les politiques économiques et migratoires.
- Partenariat stratégique avec la Russie et d'autres nations non occidentales pour créer un équilibre de pouvoir alternatif sur la scène mondiale.

RAISONS DE LA MONTEE DES EXTREMES

ÉCONOMIE ET CONSEQUENCES DE LA REUNIFICATION

La réunification de l'Allemagne en 1990 a été largement célébrée comme un accomplissement monumental, symbolisant la fin de la guerre froide et le triomphe de la démocratie sur l'autoritarisme. Cependant, l'intégration économique entre l'Allemagne de l'Est et celle de l'Ouest s'est révélée complexe et douloureuse, laissant des cicatrices profondes qui continuent de façonner le paysage politique du pays.

L'économie de l'Allemagne de l'Est, autrefois fortement industrialisée sous le régime communiste, s'est effondrée après la réunification, étant incapable de rivaliser dans un marché mondial compétitif. La Treuhandanstalt, l'agence chargée de privatiser les entreprises publiques est-allemandes, a supervisé la fermeture ou la vente de milliers d'entreprises, entraînant des pertes massives d'emplois. La transition vers une économie de marché et les privatisations ont entraîné la destruction de près de quatre millions d'emplois à l'Est, un coup dévastateur pour la région.

Malgré les investissements massifs venus de l'Ouest, y compris le Solidaritätszuschlag (surtaxe de solidarité) destiné à financer la reconstruction de l'Est, les disparités économiques entre les deux régions ont persisté. Même des décennies après la réunification, les États de l'Est accusent un retard par rapport à ceux de l'Ouest en termes de PIB par habitant, de taux d'emploi et de développement des infrastructures. Cette stagnation économique a nourri un ressentiment profond et une désillusion, particulièrement chez ceux qui se sentent trahis par les promesses non tenues de la réunification. Comme l'a souligné l'économiste Marcel Fratzscher, ce sentiment d'abandon économique a été un facteur clé dans la montée des partis extrémistes, surtout dans les États de l'Est. Le BSW et

L'AfD ont tous deux profité de ce mécontentement, se hissant régulièrement en tête des sondages dans ces régions.

Coût de la vie et inégalités économiques

Un autre facteur crucial dans la montée des partis extrémistes en Allemagne est l'augmentation du coût de la vie, couplée à une inégalité économique croissante. Au cours des deux dernières décennies, l'Allemagne a connu une croissance économique soutenue, mais cette prospérité n'a pas été distribuée de manière équitable. Le coût de la vie, particulièrement dans les zones urbaines, a fortement augmenté en raison de la hausse des prix de l'immobilier, des coûts énergétiques, et du coût général des biens et services.

Selon un rapport de l'Office fédéral des statistiques (Destatis), les prix de l'immobilier en Allemagne ont augmenté de près de 70 % entre 2009 et 2019, les loyers dans des villes comme Berlin et Munich ayant grimpé encore davantage. Cette augmentation rapide des coûts de logement a largement dépassé la croissance des salaires, rendant de plus en plus difficile pour les familles à faibles et moyens revenus de se loger décemment. Le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus, a également augmenté en Allemagne, indiquant un fossé croissant entre les riches et les pauvres.

Cette pression économique a été particulièrement forte dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où les salaires et les opportunités d'emploi n'ont pas suivi le rythme de l'Ouest. Dans les régions où le coût de la vie augmente mais où les opportunités économiques restent limitées, la frustration et la désillusion se sont accrues. Cette précarité économique a créé un terreau fertile pour les partis extrémistes, qui exploitent ces angoisses en promettant de répondre aux préoccupations des "Allemands ordinaires" qui se sentent abandonnés par l'élite politique.

Salaires stagnants et déclin de l'emploi sécurisé

La stagnation des salaires et le déclin des emplois stables et bien rémunérés ont également joué un rôle central dans la montée des partis extrémistes en Allemagne. Bien que l'Allemagne soit souvent perçue comme une puissance économique, la croissance des salaires a été relativement faible au cours des deux dernières décennies, en particulier pour les travailleurs à faibles et moyens revenus.

Les réformes Hartz, mises en œuvre entre 2003 et 2005, avaient pour but d'accroître la flexibilité du marché du travail et de réduire le chômage. Bien que ces réformes aient effectivement réduit le taux de chômage officiel, elles ont aussi conduit à la prolifération d'emplois précaires et faiblement rémunérés, notamment dans le secteur des services. Le développement des "mini-jobs", caractérisés par des bas salaires et une faible sécurité d'emploi, a laissé de nombreux Allemands dans une situation de vulnérabilité économique. Le mouvement syndical et de nombreux économistes ont critiqué ces réformes pour avoir exacerbé les inégalités économiques et érodé le modèle social allemand traditionnel, qui reposait sur des emplois stables et bien rémunérés.

En plus de la stagnation des salaires, la montée du travail temporaire et à temps partiel a encore davantage fragilisé la sécurité de l'emploi. Selon les données de l'Institut allemand de recherche économique (DIW), la proportion de travailleurs occupant des postes temporaires ou à temps partiel a considérablement augmenté depuis le début des années 2000. Ce changement vers un emploi précaire a particulièrement touché les jeunes travailleurs et ceux de l'ancienne Allemagne de l'Est, où les emplois stables et bien rémunérés sont plus rares.

L'insécurité économique résultant de cette stagnation salariale et du déclin des emplois sécurisés a été un facteur clé de soutien aux partis extrémistes, en particulier parmi ceux qui estiment que leurs perspectives économiques ont été réduites par la mondialisation et les réformes du marché du travail. Ces partis ont su capitaliser sur ces sentiments en promettant de renverser

la libéralisation du marché du travail, d'augmenter les salaires et de rétablir la sécurité économique pour les travailleurs ordinaires.

Globalisation économique et déclin des industries traditionnelles

L'impact de la mondialisation économique sur les industries traditionnelles a également contribué à la montée des partis extrémistes en Allemagne. En tant qu'économie hautement industrialisée et orientée vers l'exportation, l'Allemagne a largement bénéficié de la mondialisation. Cependant, les bénéfices de cette mondialisation n'ont pas été répartis équitablement, et de nombreuses industries traditionnelles, en particulier dans l'ancienne Allemagne de l'Est, ont eu du mal à rivaliser sur le marché mondial.

Le déclin des industries telles que l'exploitation minière, la production sidérurgique, et la fabrication a conduit à d'importantes pertes d'emplois et à un déclin économique dans de nombreuses régions. La Ruhr, autrefois un centre florissant de production de charbon et d'acier, est un exemple de région frappée par la désindustrialisation, avec un chômage généralisé et des difficultés économiques. Ces régions sont devenues des bastions pour les partis extrémistes, qui ont exploité les griefs économiques de ceux qui se sentent laissés pour compte par la mondialisation.

Le déclin des industries traditionnelles n'a pas seulement entraîné une désintégration économique, mais a également affaibli le tissu social de ces communautés. La perte d'emplois stables et bien rémunérés a nourri un sentiment de déclin social et économique, renforçant le soutien pour les partis qui promettent de protéger les industries allemandes contre les forces de la mondialisation.

Le rôle de l'austérité et de la libéralisation économique

Enfin, la montée des partis extrémistes en Allemagne peut être liée aux tendances plus larges de l'austérité et de la libéralisation économique qui ont façonné la politique européenne au cours des deux dernières décennies.

En réponse à la crise financière mondiale de 2008 et à la crise de la zone euro qui a suivi, l'Allemagne, sous la direction de la chancelière Angela Merkel, a adopté une série de mesures d'austérité visant à réduire la dette publique et à restaurer la discipline budgétaire.

Ces mesures ont inclus des coupes dans les dépenses publiques, des réductions des programmes de protection sociale, et des réformes visant à accroître la flexibilité du marché du travail. Bien que ces politiques aient contribué à stabiliser les finances publiques de l'Allemagne, elles ont également exacerbé les inégalités économiques et ajouté une pression supplémentaire sur ceux qui luttent déjà contre la hausse du coût de la vie et la stagnation des salaires.

L'austérité et la libéralisation économique ont nourri la montée des mouvements populistes et extrémistes à travers l'Europe, y compris en Allemagne. En priorisant la discipline budgétaire au détriment de l'équité sociale, ces politiques ont creusé les divisions économiques et alimenté le ressentiment contre l'élite politique. En Allemagne, ce ressentiment s'est traduit par un soutien accru aux partis extrémistes, qui promettent de rejeter l'austérité et de rétablir la justice économique.

Défis économiques récents

En 2024, l'économie allemande se trouve confrontée à des perspectives sombres. Jadis un modèle de stabilité économique, le pays est désormais confronté à une contraction prévue de son PIB de 0,6 % pour l'année. Ce recul fait de l'Allemagne la seule grande économie mondiale à anticiper une contraction en 2024, selon le Fonds Monétaire International (FMI). Ce ralentissement est en grande partie attribué à une baisse significative du secteur manufacturier, notamment dans l'industrie automobile, qui peine à s'adapter aux tensions commerciales mondiales et à la transition vers les véhicules électriques.

À cette crise s'ajoute la menace imminente de stagflation, une situation où l'économie connaît une croissance stagnante tandis que l'inflation continue d'augmenter. Ce scénario est particulièrement préoccupant pour l'Allemagne, car il combine les pires aspects d'un ralentissement économique avec une érosion du pouvoir d'achat des consommateurs. Bien que l'inflation soit devenue plus gérable, avec un taux de 3,7 % en décembre 2023, le sentiment général reste profondément négatif, exacerbant les craintes d'une récession prolongée.

Le marché du travail, bien que relativement stable avec environ 46 millions de personnes employées, fait face à des incertitudes croissantes quant à la durabilité de ces niveaux d'emploi, notamment dans les industries qui peinent à s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Les contraintes budgétaires ont encore compliqué la capacité du gouvernement à réagir efficacement, limitant sa marge de manœuvre pour mettre en œuvre des politiques de stimulation de la croissance. Ces difficultés participent à l'augmentation du soutien aux partis extrémistes, profitant d'un sentiment de déclin et de détresse économique, particulièrement dans un pays qui, historiquement, a connu de longues périodes de prospérité ininterrompue depuis la Seconde Guerre mondiale.

Crise budgétaire et ses implications

La crise budgétaire déclenchée par une décision de la Cour constitutionnelle fin 2023 a gravement compromis la capacité du gouvernement allemand à faire face aux défis économiques actuels. Cette décision a annulé 60 milliards d'euros de fonds liés à la pandémie, utilisés pour contourner le frein constitutionnel à la dette, créant ainsi un déficit majeur dans le budget fédéral. Le parlement allemand a été contraint d'approuver un budget 2024 fortement réduit, avec une nouvelle limite de dette fixée à 39 milliards d'euros.

Ces restrictions budgétaires ont déclenché de vifs débats au sein de la coalition au pouvoir en Allemagne, composée des sociaux-démocrates

(SPD), des Verts et des libéraux du FDP. La discorde interne, avec des figures comme le ministre des Finances Christian Lindner du FDP prônant une stricte discipline fiscale, a ajouté à l'incertitude. D'autres membres de la coalition plaident pour une approche plus flexible afin de répondre aux besoins économiques urgents.

Les mesures d'austérité imposées par le budget ont entraîné des coupes dans divers services publics et investissements, notamment dans des secteurs critiques pour la croissance économique à long terme, tels que les infrastructures et les technologies vertes. Cela a alimenté un mécontentement public, particulièrement parmi ceux qui estiment que le gouvernement ne fait pas assez pour protéger les emplois et soutenir ceux touchés par le ralentissement économique.

Parallèlement, une partie des Allemands ont le sentiment que l'on sacrifie les fonds destinés à leur bien-être pour financer l'aide à l'Ukraine. Bien que les montants ne soient pas comparables, des partis comme l'AfD ou le BSW ont exploité cet argument pour critiquer les priorités du gouvernement. Ce climat de méfiance a même incité le gouvernement fédéral à freiner son aide à Kiev, signe de l'impact politique des tensions budgétaires internes.

La perception du déclin économique et ses ramifications politiques

La perception d'un déclin économique a eu un impact significatif sur le sentiment des électeurs en Allemagne. De nombreux citoyens, notamment dans les régions économiquement fragiles telles que l'ancienne Allemagne de l'Est, se sentent de plus en plus menacés dans leurs moyens de subsistance. La combinaison de salaires stagnants, de la hausse du coût de la vie, et de la réduction des dépenses publiques a créé un terrain propice à l'essor des partis extrémistes, qui exploitent ces peurs en promettant de restaurer la sécurité économique et la souveraineté nationale.

L'un des principaux récits propagés par ces partis, en particulier l'AfD et le BSW, est que les difficultés économiques actuelles sont le résultat d'une

mauvaise gestion et de priorités mal orientées, telles que l'accent mis sur les politiques climatiques au détriment des industries traditionnelles. L'AfD a particulièrement bien réussi à présenter la crise économique comme un échec des partis politiques traditionnels, se positionnant comme la seule alternative viable au statu quo.

Cette narrative a résonné profondément dans les régions historiquement moins prospères et plus vulnérables aux chocs économiques. Bien que ces zones, notamment à l'Est, n'aient pas nécessairement été les plus touchées par l'immigration ou d'autres changements sociaux, la perception du déclin économique a amplifié les craintes pour l'avenir, poussant les électeurs vers des solutions extrémistes.

IMMIGRATION, PERTE D'IDENTITE ET INSECURITE

La montée en puissance des partis extrêmes en Allemagne au cours des deux dernières décennies suscite des préoccupations majeures tant sur le plan national qu'international. Si les facteurs économiques jouent un rôle crucial dans ce phénomène, l'essor de ces partis trouve également ses racines dans des angoisses sociales et culturelles, notamment en ce qui concerne l'immigration, l'insécurité, et un sentiment de perte d'identité nationale.

Immigration : Un catalyseur de l'extrémisme ?

La question de l'immigration est devenue centrale dans le discours politique allemand, particulièrement depuis la crise des réfugiés de 2015, lorsque plus d'un million de personnes, principalement originaires de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak, ont cherché refuge en Europe. L'Allemagne, sous la direction de la chancelière Angela Merkel, a adopté une politique d'ouverture et a accueilli ces réfugiés, une décision qui a depuis polarisé le débat public et accentué les divisions au sein de la société allemande.

Pour de nombreux Allemands, notamment ceux vivant dans l'ancienne Allemagne de l'Est, l'arrivée massive d'immigrants a été perçue comme une menace directe pour leur mode de vie. Cette perception, bien que souvent déconnectée de la réalité quotidienne – la majorité des réfugiés s'installant en Allemagne de l'Ouest, dans des zones urbaines économiquement dynamiques –, a alimenté des sentiments d'insécurité et de rejet. Les populations de l'Est, souvent plus âgées, homogènes et moins exposées à la diversité multiculturelle, ont été particulièrement réceptives à la rhétorique anti-immigration.

Cette anxiété semble en partie enracinée dans l'isolement historique de cette région pendant la guerre froide. Habituels à vivre sous un régime autoritaire fermé, les Allemands de l'Est ont été moins exposés à la diversité culturelle qui s'est progressivement développée en Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale. Ce manque d'exposition a contribué à une méfiance accrue envers l'"autre", rendant cette région plus vulnérable aux discours xénophobes et nationalistes.

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a su exploiter ces peurs. Le programme du parti comprend des politiques strictes sur l'immigration, prônant la fermeture des frontières et le rejet du multiculturalisme. L'AfD dépeint l'immigration comme une menace existentielle pour la culture et l'identité allemandes, présentant les immigrants non seulement comme un fardeau pour l'État providence, mais aussi comme une source de déstabilisation culturelle et religieuse, susceptible de saper les valeurs traditionnelles du pays.

Insécurité : La perception d'une menace croissante

Étroitement liée à la question de l'immigration, la sensation d'insécurité est devenue omniprésente dans de nombreuses communautés allemandes, notamment à l'Est. Cette insécurité dépasse les seules considérations économiques pour englober des dimensions culturelles et sociales. Beaucoup d'Allemands ressentent que leurs communautés évoluent trop

rapidement et que ces changements leur sont imposés par des élites politiques éloignées, basées à Berlin ou à Bruxelles.

La perception d'insécurité a été exacerbée par plusieurs événements fortement médiatisés, notamment les attaques du Nouvel An 2015 à Cologne, où des groupes d'hommes, dont beaucoup étaient d'origine nord-africaine, ont été impliqués dans des agressions sexuelles et des vols massifs. Cet incident, largement couvert par les médias, est devenu un symbole du débat sur l'immigration et la sécurité publique, et a été instrumentalisé par les partis extrêmes pour affirmer que le gouvernement allemand avait perdu le contrôle de ses frontières, sacrifiant ainsi la sécurité de ses citoyens sur l'autel du multiculturalisme.

Cette narrative a trouvé un écho particulièrement fort en Allemagne de l'Est, où les taux de criminalité sont en réalité plus bas qu'à l'Ouest, mais où la peur du crime, en particulier celui associé aux immigrants, est plus élevée. Ce paradoxe s'explique en partie par ce que certains experts décrivent comme des "menaces symboliques", où la menace perçue envers les valeurs culturelles et la cohésion sociale est aussi, sinon plus, puissante que la menace physique réelle.

Dans des régions comme la Saxe et le Brandebourg, où l'AfD a réussi à s'imposer comme une force politique majeure, la peur de l'insécurité a été amplifiée par les défis économiques qui persistent depuis la réunification. Le chômage élevé, la désindustrialisation et le déclin démographique ont nourri un sentiment de désespoir et de ressentiment. L'AfD a habilement canalisé ces sentiments, associant l'insécurité économique à la présence d'immigrants, malgré le fait que ces régions comptent relativement peu de résidents étrangers.

Crise d'identité nationale

Le facteur le plus profond du soutien aux partis extrêmes en Allemagne réside probablement dans la crise identitaire nationale que vivent de

nombreux Allemands, en particulier ceux de l'Est. Les changements sociaux rapides des dernières décennies ont conduit à un sentiment de déconnexion culturelle pour une partie de la population. L'afflux d'immigrants, la visibilité croissante de l'islam dans l'espace public et les pressions de la mondialisation ont contribué à un sentiment que l'Allemagne perd son identité.

Cette perte perçue ne concerne pas seulement les changements démographiques, mais aussi l'érosion des valeurs, des traditions, et de ce que signifie être allemand. Pendant une grande partie de l'après-guerre, l'identité nationale allemande était intimement liée à son succès économique et à son engagement en faveur de l'intégration européenne. Cependant, les défis récents, notamment la crise de la zone euro, la crise des réfugiés, et la montée des mouvements populistes en Europe, ont ébranlé cette auto-conception.

Des historiens ont noté que le processus de réunification allemande a également contribué à cette crise identitaire. Pour beaucoup d'Allemands de l'Est, la réunification n'a pas été l'événement joyeux souvent dépeint à l'Ouest, mais plutôt une période de bouleversements économiques et sociaux intenses, marquée par le sentiment que leur mode de vie était démantelé et remplacé par un système qui ne valorisait ni leurs expériences ni leurs traditions.

Ce sentiment de trahison a été renforcé par l'idée que les élites allemandes sont plus préoccupées par les questions mondiales, telles que le changement climatique et l'intégration européenne, que par les besoins des Allemands ordinaires. L'AfD et le BSW ont capitalisé sur cette perception, se présentant comme les véritables défenseurs de l'identité allemande face aux forces de la mondialisation et du multiculturalisme.

La narrative d'une Allemagne "en déclin" a été un outil puissant pour ces partis, leur permettant de puiser dans une anxiété profonde quant à l'avenir. Cette anxiété est particulièrement aiguë à l'Est, où les défis économiques et

sociaux de la réunification ont laissé beaucoup de gens se sentir déconnectés du reste du pays. Dans ce contexte, le message de l'AfD sur la préservation culturelle et la résistance au changement trouve un écho favorable.

Disparités entre perception et réalité : Le clivage Est-Ouest

L'un des aspects les plus marquants de la montée des partis extrêmes en Allemagne est la disparité entre le niveau de soutien à ces partis dans l'Est et l'Ouest du pays. Alors que la majorité des immigrants et réfugiés s'installent en Allemagne de l'Ouest, c'est à l'Est que le soutien à des partis comme l'AfD et le BSW est le plus fort.

Ce paradoxe s'explique en partie par les différences historiques et socio-économiques entre les deux régions. Comme mentionné précédemment, l'Allemagne de l'Est a été isolée de l'Ouest pendant la guerre froide, ce qui a conduit à une société plus homogène, moins exposée à l'immigration et au multiculturalisme. Cet isolement a rendu l'Est plus réceptif aux peurs de l'"autre", même en l'absence de populations immigrées significatives.

De plus, les défis économiques qui persistent dans l'Est depuis la réunification ont créé un terreau fertile pour la politique du ressentiment. Dans les régions où les opportunités économiques sont limitées, et où il existe un sentiment que les bénéfices de la réunification n'ont pas été distribués équitablement, l'idée selon laquelle les immigrants "prennent" des emplois, des ressources, ou transforment le paysage culturel a trouvé un écho, même en l'absence de communautés immigrées substantielles.

Cette disparité illustre le rôle de la perception dans la montée des partis extrêmes. Bien que le nombre réel d'immigrants dans l'Est soit faible, la perception que l'immigration constitue une menace pour la sécurité et l'identité est élevée. Les partis extrêmes ont habilement manipulé cette perception, construisant une base de soutien solide dans la région.

Le rôle des médias et du discours politique

Les médias et le discours politique ont joué un rôle central dans la formation des perceptions concernant l'immigration, l'insécurité et l'identité en Allemagne. La couverture d'événements comme les attaques de Cologne et la crise des réfugiés a souvent été sensationnaliste, contribuant à un climat de peur et d'incertitude.

Les partis extrêmes ont utilisé les médias sociaux et les plateformes de nouvelles alternatives pour diffuser leur message, souvent en contournant les médias traditionnels. Ces plateformes permettent une diffusion rapide de l'information, parfois non vérifiée ou trompeuse, qui renforce les peurs concernant l'immigration et la perte d'identité nationale.

Le discours politique dominant a également échoué à répondre de manière adéquate aux préoccupations de ceux qui se sentent laissés pour compte par la mondialisation et le multiculturalisme. La tendance de certains dirigeants politiques à rejeter ces préoccupations comme irrationnelles ou xénophobes n'a fait que creuser le fossé entre l'establishment politique et une partie importante de l'électorat.

Le succès des partis extrêmes en Allemagne n'est donc pas seulement le résultat de facteurs économiques ou sociaux, mais aussi d'un échec plus large à engager un dialogue avec les angoisses et les peurs des Allemands ordinaires. En se positionnant comme les seuls partis prêts à aborder ces questions de front, des mouvements comme l'AfD ou le BSW ont réussi à capturer une part significative des voix, en particulier dans des régions comme l'Allemagne de l'Est.

DECEPTION ENVERS LES POLITIQUES TRADITIONNELS

Depuis le début des années 2000, la confiance des citoyens allemands envers les partis politiques traditionnels n'a cessé de s'éroder. Ce

phénomène s'explique par une série d'événements clés et de tendances profondes qui ont transformé la perception du grand public à l'égard de la politique classique.

Un facteur central de cette perte de confiance réside dans la perception croissante que les partis traditionnels sont de plus en plus déconnectés des préoccupations et des besoins des citoyens ordinaires. Tant l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de centre-droit que le Parti social-démocrate (SPD) de centre-gauche ont été critiqués pour avoir mis en avant des politiques perçues comme étant davantage au service des élites que du peuple. Ce sentiment d'aliénation est particulièrement fort dans les régions économiquement délaissées, telles que l'ancienne Allemagne de l'Est, où beaucoup considèrent que les promesses de la réunification n'ont pas été tenues.

De plus, les "grandes coalitions" qui ont gouverné l'Allemagne pendant une grande partie du XXI^e siècle ont flouté les frontières idéologiques entre les principaux partis, conduisant à la perception qu'il n'y a plus de réelles différences entre eux. Cette situation a engendré une apathie électorale généralisée et le sentiment que l'establishment politique est plus intéressé par la préservation du pouvoir que par la résolution des problèmes réels du pays. En conséquence, de nombreux électeurs se sont tournés vers des partis extrêmes, qu'ils voient comme les véritables alternatives au statu quo.

La Crise des Réfugiés et les Échecs de l'Intégration

La crise des réfugiés de 2015 a marqué un tournant majeur dans la politique allemande, modifiant de manière significative la confiance du public envers les partis traditionnels. La décision de la chancelière Angela Merkel d'accueillir plus d'un million de réfugiés a été applaudie par certains pour son aspect humanitaire, mais vivement critiquée par d'autres qui y voyaient une décision précipitée et potentiellement dangereuse pour la cohésion sociale du pays.

Les défis liés à l'intégration de ces réfugiés ont exacerbé le ressentiment envers les partis traditionnels, en particulier envers la CDU, perçue comme responsable de la situation. Le SPD, en tant que partenaire de coalition, a également souffert de cette association. Nombreux sont les Allemands qui ont eu le sentiment que leurs inquiétudes concernant l'impact de cette immigration massive sur l'emploi, les services publics, et l'identité culturelle ont été ignorées ou minimisées par les élites politiques.

Ce sentiment d'être ignoré a poussé de nombreux électeurs vers des partis comme l'AfD ou le BSW, qui ont su capitaliser sur ces peurs en adoptant des positions fermement anti-immigration. Le succès de l'AfD aux élections fédérales de 2017, où il est devenu le troisième plus grand parti au Bundestag, illustre bien l'ampleur de la perte de confiance envers les partis traditionnels.

Inégalités Économiques et Perception de l'Élitisme

Les inégalités économiques croissantes ont également joué un rôle clé dans l'essor des partis extrémistes en Allemagne. Bien que le pays ait connu un succès économique global, beaucoup de citoyens se sentent laissés pour compte par les politiques néolibérales mises en œuvre par la CDU et le SPD. Ces politiques, incluant les réformes du marché du travail, l'austérité et la réduction des services sociaux, ont été accusées d'élargir le fossé entre les riches et les pauvres, en particulier après la crise financière de 2008.

La perception que les partis traditionnels favorisent les intérêts des grandes entreprises et des riches au détriment des citoyens ordinaires a alimenté un ressentiment croissant, notamment dans les régions touchées par la désindustrialisation et le chômage, comme la Ruhr et certaines parties de l'ex-Allemagne de l'Est. Dans ces zones, l'AfD et le BSW se sont positionnés comme les défenseurs des "oubliés", promettant de renverser les politiques qui, selon eux, ont détruit les communautés et les moyens de subsistance.

Scandales Politiques et Déclin de la Crédibilité

Les scandales politiques, nombreux ces dernières années, ont également contribué à la montée des partis extrémistes. Ces scandales, allant de la corruption à des échecs en matière de gouvernance, ont encore davantage érodé la crédibilité des partis traditionnels.

Un des scandales les plus marquants a été celui du Dieselgate, où il a été révélé que de grands constructeurs automobiles allemands avaient truqué les tests d'émissions. Ce scandale n'a pas seulement terni la réputation des entreprises impliquées, mais a également mis en lumière les liens étroits entre le gouvernement et l'industrie, accentuant la perception d'un conflit d'intérêts. De même, la gestion de la pandémie de COVID-19 a mis en évidence des lacunes dans la réponse gouvernementale, aggravant la méfiance publique.

L'Impact des Réseaux Sociaux et des Médias Alternatifs

Enfin, l'essor des réseaux sociaux et des médias alternatifs a joué un rôle crucial dans l'affaiblissement de la confiance envers les partis traditionnels et la montée des mouvements extrémistes. Des plateformes comme Facebook, Twitter, et Telegram ont permis à des voix auparavant marginalisées d'atteindre un large public, contournant les médias traditionnels.

L'AfD a particulièrement bien utilisé ces plateformes pour diffuser son message, dominant ainsi le discours en ligne sur des questions telles que l'immigration, la criminalité, et l'économie. Le BSW, bien que plus récent, adopte des tactiques similaires, profitant du charisme de Sahra Wagenknecht pour gagner en visibilité.

UNION EUROPEENNE ET EUROSCEPTICISME

L'Allemagne a longtemps été l'un des piliers de l'intégration européenne, motivée par un désir profond, hérité de l'après-guerre, de garantir la paix et la prospérité à travers la coopération et l'interdépendance économique. Pendant des décennies, des partis comme la CDU/CSU et le SPD ont vu dans l'Union européenne un moyen sûr de stabiliser le continent et de favoriser le bien-être économique.

Cependant, cette vision consensuelle de l'Europe commence à montrer des fissures. Les crises successives, qu'il s'agisse de la crise financière de 2008, de celle de la dette dans la zone euro ou encore de la crise des réfugiés en 2015, ont révélé des lignes de fracture tant au sein de l'UE que dans la société allemande. Ces événements ont non seulement mis à l'épreuve la solidité du projet européen, mais ont également conduit de plus en plus d'Allemands à percevoir l'Union davantage comme une charge que comme un bénéfice. Ce changement de perception a offert un terrain fertile à la montée des partis eurosceptiques et extrémistes, qui accusent l'UE de sacrifier les intérêts de l'Allemagne au nom de l'unité européenne.

Les répercussions économiques : La crise de la zone euro

L'un des principaux facteurs de cet euroscepticisme croissant réside dans les conséquences économiques de la crise de la zone euro. Cette crise, qui a éclaté en 2009 avec l'effondrement de l'économie grecque, a été suivie de renflouements successifs pour plusieurs pays de la zone euro. Ces renflouements, financés en grande partie par l'Allemagne, ont provoqué un profond ressentiment parmi les contribuables allemands, qui se sont sentis injustement pénalisés par l'irresponsabilité financière d'autres États membres de l'UE.

Les mesures d'austérité imposées à des pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal en échange de l'aide financière ont été extrêmement impopulaires, provoquant des instabilités politiques et une montée du sentiment anti-UE dans toute l'Europe. Mais en Allemagne aussi, ces mesures ont suscité des controverses, beaucoup estimant que le

gouvernement faisait preuve d'une indulgence excessive envers les pays en difficulté. Cette perception a nourri une frustration croissante envers l'UE, vue comme un système où l'Allemagne serait exploitée par ses partenaires européens.

Ce sentiment a été largement exploité par des partis comme l'AfD, qui s'est positionnée en principale force eurosceptique de la politique allemande. Fondée en 2013 en réponse directe à la crise de la zone euro, l'AfD a d'abord concentré son discours sur l'opposition aux renflouements, appelant à une sortie de l'Allemagne de la zone euro. Si le parti a depuis élargi son programme pour inclure des politiques nationalistes et anti-immigration, l'euroscepticisme reste au cœur de son identité.

Le succès de l'AfD, en présentant la crise de la zone euro comme une trahison des intérêts allemands, a trouvé un écho chez de nombreux électeurs convaincus que l'UE ne répond plus à leurs besoins. Le parti a critiqué avec force les politiques économiques de l'Union, en particulier l'austérité et la rigueur budgétaire, qui sont perçues comme ayant été imposées aux dépens de la croissance économique et du bien-être social en Allemagne.

La question de la souveraineté nationale

Un autre facteur clé de l'euroscepticisme en Allemagne réside dans la perception croissante d'une perte de souveraineté nationale au profit de l'UE. Si l'Union européenne a longtemps été perçue comme un garant de la paix et de la prospérité, le transfert progressif de l'autorité décisionnelle des gouvernements nationaux vers les institutions bruxelloises suscite de plus en plus de scepticisme. Ce sentiment s'est intensifié avec des événements récents comme la guerre en Ukraine et les sanctions économiques qui ont lourdement pesé sur l'économie allemande.

Nombreux sont ceux qui estiment que l'Allemagne a perdu le contrôle de ses propres politiques, et que les décisions cruciales sont désormais prises à

Bruxelles plutôt qu'à Berlin. Ce sentiment d'impuissance face à une bureaucratie perçue comme distante et peu responsable envers les citoyens des États membres s'est encore renforcé avec la crise des réfugiés de 2015.

L'incapacité de l'UE à développer une réponse cohérente à cette crise, ajoutée à l'imposition de quotas obligatoires de réfugiés, a suscité colère et frustration en Allemagne. Beaucoup d'Allemands ont eu le sentiment que leur pays portait une part disproportionnée du fardeau, et que l'UE sapait leur capacité à contrôler leurs propres frontières et politiques migratoires.

Cette perte de souveraineté perçue est devenue un thème central dans le discours des partis extrémistes. L'AfD, par exemple, n'a cessé de clamer que l'Allemagne devait reprendre en main sa souveraineté nationale, en se retirant de l'UE ou en renégociant les termes de son adhésion. Le parti a même appelé à un référendum sur l'adhésion, dans l'esprit du Brexit, afin de donner aux Allemands l'opportunité de décider directement de l'avenir de leur pays au sein de l'Union.

Identité culturelle et crainte d'homogénéisation

Au-delà des questions économiques et de souveraineté, une autre source de préoccupation est la crainte que l'UE ne vienne éroder l'identité nationale et culturelle allemande. L'accent mis par l'Union sur le multiculturalisme et la promotion d'une identité européenne commune a suscité des résistances chez ceux qui estiment que leur identité nationale unique est en train de se diluer.

Cette peur d'une homogénéisation culturelle est particulièrement prononcée dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où l'héritage du régime communiste a laissé de nombreuses personnes se sentir déconnectées du reste du pays et méfiantes à l'égard des influences extérieures. Dans ces régions, il existe un fort attachement à la préservation des valeurs et coutumes traditionnelles, face à ce qui est perçu comme une identité européenne envahissante.

Les partis extrémistes ont rapidement exploité ces craintes, dépeignant l'UE comme une menace pour la culture et le patrimoine allemands. L'AfD, par exemple, critique vivement les politiques migratoires de l'Union et son soutien au multiculturalisme, affirmant que ces politiques mènent à l'érosion de l'identité allemande et à une "islamisation" de l'Europe. Le parti s'oppose également aux initiatives de l'UE visant à promouvoir l'égalité des sexes et les droits des LGBTQ+, qu'il considère comme une imposition de valeurs étrangères à la société allemande.

Le rôle du Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW)

Si l'attention portée à l'euroscepticisme en Allemagne se concentre souvent sur l'AfD, il ne faut pas négliger le rôle du Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW). Ce parti incarne une autre forme d'euroscepticisme, axée sur une critique du néolibéralisme et des politiques économiques de l'Union.

Sahra Wagenknecht a longtemps été une critique acerbe de l'UE, en particulier de son orientation vers les marchés libres et l'austérité. Elle soutient que les politiques économiques de l'Union favorisent les intérêts des grandes entreprises et des marchés financiers au détriment des travailleurs et des citoyens ordinaires.

Le programme du BSW appelle à une restructuration radicale de l'UE, mettant l'accent sur la justice sociale, l'égalité économique et la protection de la souveraineté nationale. Contrairement à l'AfD, qui cadre souvent son euroscepticisme en termes nationalistes et culturels, la critique de l'UE par le BSW est principalement économique. Le parti prône un retour au contrôle national sur les politiques économiques, notamment la capacité de fixer les taux d'intérêt et de gérer la monnaie. Il appelle également à mettre fin aux politiques d'austérité de l'Union et à investir davantage dans les services publics et le bien-être social.

L'euroscepticisme du BSW attire une autre catégorie d'électeurs, souvent des sympathisants de gauche déçus par l'adhésion des partis de gauche traditionnels au néolibéralisme et à la mondialisation. Toutefois, comme l'AfD, le BSW puise dans un sentiment profond de frustration et de désillusion envers l'Union européenne, offrant une vision d'une Europe plus réactive aux besoins de ses citoyens et moins soumise aux forces du marché.

ÉLECTIONS RECENTES ET PERSPECTIVES

LES ELECTIONS EUROPEENNES : PREMIER AVERTISSEMENT

La scène politique allemande devient de plus en plus polarisée comme nous l'avons vu, surtout avec l'émergence de partis extrêmes, et les élections européennes de 2024 en ont été une illustration flagrante. La montée de l'AfD et du nouveau parti BSW dirigé par Sahra Wagenknecht reflète une désillusion croissante vis-à-vis de l'establishment politique.

L'AfD, malgré les scandales qui l'entourent — cela inclut des allégations assez graves d'espionnage et d'activités illégales au profit de pays comme la Russie ou la Chine, ou les dérapages de ses membres, dont Maximilian Krah, sa tête de liste lors des élections européennes — a réussi à décrocher une solide deuxième place aux élections européennes. Avec 16 % des voix, ils ont même surpassé les sociaux-démocrates, ce qui montre à quel point ils ont évolué depuis leurs débuts en tant que parti marginal. Leur succès ne peut pas être ignoré ou écarté comme une simple anomalie. C'est un signe clair qu'une part importante de l'électorat allemand en a assez du statu quo. L'AfD exploite les peurs liées à l'immigration, le mécontentement vis-à-vis de l'UE et un sentiment plus large de perte de contrôle sur l'identité nationale de l'Allemagne.

Ce changement est particulièrement prononcé en Allemagne de l'Est, où le message de nationalisme et de traditionalisme de l'AfD trouve un écho profond. Cette région, encore marquée par les séquelles économiques et sociales de la réunification, est devenue un terrain fertile pour le discours du parti et ce n'est pas un hasard si c'est là que l'AfD a obtenu ses meilleurs scores. Mais ce n'est pas seulement l'Est ; même dans certaines régions de

L'Ouest, l'AfD a réussi à percer en se positionnant comme le parti de ceux qui se sentent laissés pour compte par la mondialisation et les politiques de l'UE. C'est un rappel brutal que le fossé entre urbains et ruraux, entre l'Est et l'Ouest, se creuse de plus en plus en Allemagne.

De l'autre côté, nous avons le BSW, une création de Wagenknecht, qui a fait une entrée remarquée sur la scène politique en obtenant plus de 6 % des voix. Contrairement à l'AfD, le BSW combine des politiques économiques de gauche avec des vues socialement conservatrices, créant une plateforme unique qui séduit un autre type d'électeur désabusé. Ce sont des personnes qui trouvent peut-être le nationalisme de l'AfD trop sévère mais qui aspirent tout de même à un retour à des valeurs plus traditionnelles. Le succès du BSW, notamment en Allemagne de l'Est, montre qu'il existe un groupe important d'électeurs qui se sentent aliénés par les politiques progressistes des Verts et des sociaux-démocrates.

Ce qui est intéressant dans l'approche de Wagenknecht, c'est qu'elle parvient à attirer des électeurs qui sont économiquement de gauche mais socialement conservateurs—un groupe démographique qui n'a pas été pris en compte dans la politique allemande récente. Ce mélange de socialisme et de conservatisme est un territoire nouveau pour l'Allemagne, et il suscite pas mal de remous. Certains pourraient la voir comme une perturbatrice, ébranlant la gauche tout comme l'AfD l'a fait à droite. Mais la grande question est de savoir si le BSW peut maintenir son élan ou s'il s'éteindra une fois que la nouveauté se sera estompée.

Le tableau d'ensemble est préoccupant pour quiconque se soucie de la stabilité du système politique allemand. Le succès de ces partis extrêmes — qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche — est le symptôme de problèmes plus profonds. Les inégalités économiques, le sentiment d'être ignoré par les élites politiques et les préoccupations concernant la souveraineté nationale poussent de plus en plus d'électeurs vers les extrêmes. Et ce n'est pas seulement un problème allemand ; c'est une tendance plus large en Europe où les partis populistes gagnent du terrain.

D'un point de vue centre-droit, la montée de l'AfD devrait servir de signal d'alarme pour les conservateurs traditionnels. La coalition CDU/CSU, qui a réussi à obtenir la première place aux élections européennes, ne peut pas se permettre de se reposer sur ses lauriers. S'ils ne commencent pas à répondre aux préoccupations qui poussent les électeurs vers l'AfD, ils risquent de perdre encore plus de terrain lors des prochaines élections. Cela signifie adopter une position plus ferme sur l'immigration, être plus critique vis-à-vis de l'UE et, surtout, renouer avec les électeurs de l'Allemagne de l'Est qui se sentent abandonnés.

Les élections européennes de 2024 ont bouleversé la politique allemande de manière significative. L'AfD et le BSW sont là pour rester, du moins dans un avenir proche, et leur montée en puissance reflète une division croissante au sein de la société allemande. Si les partis traditionnels ne commencent pas à s'attaquer aux causes profondes de ce mécontentement, nous pourrions voir un paysage politique très différent dans les années à venir— beaucoup plus polarisé et beaucoup moins prévisible.

ÉLECTIONS REGIONALES DE SEPTEMBRE 2024: L'ÉPREUVE DU FEU

Les élections régionales de septembre 2024 en Allemagne (1^{er} septembre en Saxe et Thuringe, 22 septembre dans le Brandebourg) attirent beaucoup d'attention, et ce n'est pas pour rien. L'AfD et le BSW montent en puissance, surtout dans l'est du pays et ces élections se tiennent en ex-RDA, ce qui amplifie les craintes d'une victoire extrême. Ces élections ne sont pas simplement un autre vote ; elles sont un véritable baromètre de l'évolution de la société allemande.

L'Influence Croissante de l'AfD

Commençons par l'AfD. Les chiffres sont éloquentes : en Thuringe, l'AfD atteint un impressionnant 30 % dans les sondages, dépassant le CDU de près de 10 points. Ce n'est pas juste un phénomène temporaire — c'est le résultat de plusieurs années de mécontentement économique et d'anxiété culturelle, et d'un travail acharné du parti sur place. L'AfD s'est habilement positionnée comme la voix de ceux qui se sentent abandonnés par les politiques de Berlin, en particulier dans l'est. Ce parti prospère sur la politique du ressentiment, exploitant le mécontentement persistant depuis la réunification, la stagnation économique, et l'afflux de migrants. C'est une combinaison puissante qui résonne clairement chez les électeurs qui se sentent aliénés par le discours politique dominant.

Les partis traditionnels, notamment le CDU, sont sous pression.

En Saxe, le CDU peine à résister à l'AfD, les deux partis étant au coude à coude autour de 30 % dans les sondages. C'est un état qui a traditionnellement penché à droite, donc le fait que l'AfD égale le CDU voix pour voix est révélateur. Si le CDU ne parvient pas à renouer avec sa base, notamment dans l'est, il pourrait bien se voir définitivement devancé par l'AfD. La question est : que fera le CDU pour endiguer la marée ? Jusqu'à présent, il a du mal à présenter une alternative convaincante à la rhétorique nationaliste de l'AfD.

BSW : Une Nouvelle Force Avec Laquelle Compter

Et puis il y a le BSW, le nouveau venu qui fait déjà parler de lui. Sahra Wagenknecht a élaboré un message à la fois populiste et pragmatique, combinant des politiques économiques de gauche avec des valeurs sociales conservatrices. C'est une combinaison unique qui semble parfaitement adaptée aux électeurs désillusionnés de l'ex-RDA. En Thuringe, le BSW est crédité d'environ 20 % dans les sondages, une réalisation remarquable pour un parti qui vient à peine de voir le jour. En définitive, nous pourrions connaître 50% des suffrages pour des partis extrêmes en Thuringe...

Le Contexte Général

Ce que nous voyons dans ces élections régionales est un signe clair que la politique allemande se fracture selon de nouvelles lignes. L'ancien clivage gauche-droite est remplacé par une nouvelle bataille entre populistes et establishment. Et bien que l'AfD et le BSW puissent sembler des alliés improbables, ils s'alimentent tous deux du même réservoir de mécontentement.

Les médias et les commentateurs politiques sont, à juste titre, alarmés. L'Allemagne, avec son histoire, est particulièrement sensible à la montée des mouvements d'extrême droite, et l'influence croissante de l'AfD pousse beaucoup à s'interroger sur la santé de la démocratie du pays. Le BSW, bien que moins extrême, est également perçu comme une force déstabilisatrice, surtout s'il continue à éroder le soutien de la gauche traditionnelle.

D'un point de vue centre-droit, c'est un signal d'alarme. Le CDU et ses alliés doivent reconnaître qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer les préoccupations qui poussent les électeurs vers ces extrêmes. Qu'il s'agisse de l'immigration, de la politique économique, ou de la perception d'une érosion de l'identité nationale, ces questions doivent être abordées de front. Le CDU ne peut plus se contenter d'être le choix par défaut des électeurs conservateurs ; il doit s'engager activement avec l'électorat et offrir de vraies solutions aux problèmes qui alimentent cette montée populiste.

Et Ensuite ?

À mesure que nous nous rapprochons des élections, la question clé sera de savoir si le CDU peut s'adapter suffisamment rapidement pour contrer l'AfD et le BSW. S'ils échouent, nous pourrions assister à un réalignement majeur de la politique allemande, avec des conséquences durables non seulement pour l'Allemagne, mais pour l'Europe dans son ensemble. La montée de ces partis extrêmes est le symptôme de problèmes plus profonds au sein de la

société allemande, et si ces problèmes ne sont pas résolus, le paysage politique pourrait devenir encore plus polarisé.

En résumé, les élections régionales de septembre 2024 s'annoncent comme un moment critique pour l'Allemagne. Les enjeux sont élevés, et les résultats pourraient bien définir l'avenir politique du pays pour les années à venir. C'est une situation qui mérite une attention sérieuse de toutes les parties prenantes.

CONCLUSION

Évènement majeur de l'Allemagne de ces 50 dernières années, la réunification ne s'est pas faite sans heurs et a laissé des traces. Le bilan de celle-ci n'est pas ce que nous pourrions qualifier d'idyllique et a ouvert la voie à certains problèmes dont le pays souffre actuellement. L'expression la plus notable de cette réunification aux résultats mitigés est bien entendu la montée de l'extrémisme (de droite comme de gauche) chez nos voisins allemands, un phénomène préoccupant qui pourrait avoir de lourdes conséquences. Outre les prochaines élections régionales, qui pourraient découler sur une sur-représentation des partis extrêmes dans les parlements régionaux, il faut se projeter vers les prochaines élections fédérales qui auront lieu dans un an (28 septembre 2025) et qui pourraient sonner le glas de l'Allemagne telle que nous la connaissons. Ces élections, pourraient avoir de grandes conséquences sur le futur de l'Allemagne, mais aussi sur celui de l'Union européenne.

Ce phénomène de montée des extrêmes, bien qu'il rentre dans le contexte d'une plus grande polarisation de la vie politique et d'une victoire

des extrémismes partout en Europe, ne peut pas être minimisé et est avant tout le fruit de tensions internes et d'un mécontentement issu de la mauvaise gestion de la réunification et des politiques allemandes de ces 30 dernières années. L'extrémisme allemand trouve sa racine dans des divisions internes et un mécontentement de la population, surtout à l'Est du pays, et l'Euroscepticisme n'en est pas la cause première. Les différents partis extrêmes allemands expriment bien entendu des opinions eurosceptiques, mais cela ne constitue pas le cœur de leurs programmes, préférant se focaliser sur la détresse économique ou l'insécurité. En plus de la réunification, c'est aussi le rejet des partis politiques traditionnels dans la population qui alimente leur montée, les différents responsables politiques, ayant été aux manettes de la réunification jusqu'aux réformes libérales de ces 20 dernières années, étant jugé responsables de la mauvaise situation actuelle du pays et du déclassement allemand.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire

Crédit photo : [Berlin Brandenburger Tor Nacht](#), [Pedelects](#), via Wikimedia sous license [Attribution-Share Alike 3.0 Unported](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*